



Commission
des droits de la personne
et des droits de la jeunesse

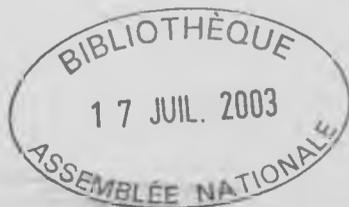
Québec

A11D76
E88
2003/04
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2003-2004

COMMISSION DES DROITS DE
LA PERSONNE ET DES DROITS
DE LA JEUNESSE



ÉTUDE DES CRÉDITS

2003-2004

**COMMISSION DES DROITS DE
LA PERSONNE ET DES DROITS
DE LA JEUNESSE**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

TABLE DES MATIÈRES

- 1 - Renseignements généraux**
- 2- Demande de renseignements généraux de
l'opposition officielle adressée à tous les ministères
et organismes gouvernementaux**
- 3- Demande de renseignements particuliers de
l'opposition officielle**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

1- Renseignements généraux

**LISTE DES MEMBRES DE LA
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOM	DATE DE NOMINATION
MAROIS, Pierre (Président)	13 août 2001
GIROUX, Céline (Vice-présidente)	20 décembre 2000
LEFEBVRE, Roger (Vice-président)	26 juin 2001
CHABOT, Louis-Marie (Commissaire)	29 novembre 1995
CHÉNIER, François (Commissaire)	29 novembre 1995
DOUYON, Emerson (Commissaire)	7 juin 1999
DUPLÉ, Nicole (Commissaire)	5 août 1996
FOURNIER, Louise (Commissaire)	29 novembre 1995
GIROUX, Martial (Commissaire)	29 novembre 1995
GRENIER, Danielle (Commissaire)	7 juin 1999
MYRE, Jocelyne (Commissaire)	29 novembre 1995
RAYMOND, Diane F. (Commissaire)	5 août 1996
ROULEAU, Michèle (Commissaire)	5 août 1996

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**SIÈGE SOCIAL
ET
BUREAUX RÉGIONAUX**

CHICOUTIMI
227, rue Racine Est
Bureau 1.05
CHICOUTIMI (Québec)
G7H 7B4

VAL D'OR
1200, 8^e rue
bureau 101
VAL D'OR (Québec)
J9P 3N7

HULL
170, rue Hôtel-de-Ville
Bureau 8.600
HULL (Québec)
J8X 4C2

SAINT-JÉRÔME
227, rue St-Georges
bureau 202
SAINT-JÉRÔME (Québec)
J7Z 5A1

LONGUEUIL
99, Place Charles-Le Moynes
Bureau 105
LONGUEUIL (Québec)
J4K 4Y9

SEPT-ÎLES
456, rue Arnaud
Bureau 1.06
SEPT-ÎLES (Québec)
G4R 3B1

QUÉBEC
575, rue Saint-Amable
Bureau 4.31
QUÉBEC (Québec)
G1R 6A7

SHERBROOKE
375, rue King Ouest
Bureau 1.05
SHERBROOKE (Québec)
J1H 6B9

RIMOUSKI
337, rue Moreault
2^e étage
RIMOUSKI (Québec)
G5L 1P4

TROIS-RIVIÈRES
100, rue Laviolette
Bureau 100
TROIS-RIVIÈRES (Québec)
G9A 5S9

MONTRÉAL (SIÈGE SOCIAL)
360, rue St-Jacques,
2^e étage
MONTRÉAL (Québec)
H2Y 1P5

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

La mission :

La mission de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse prend assise dans une loi fondamentale, la *Charte des droits et libertés de la personne* (L.R.Q., c. C-12), dans la *Loi sur la protection de la jeunesse* (L.R.Q., c. P-34.1) et dans la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics* (L.Q. 2000, c. 45).

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Charte des droits et libertés de la personne*, dont elle est fiduciaire, la Commission assure la promotion et le respect des principes qui y sont énoncés. Elle veille, par ailleurs, à l'application de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*.

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Loi sur la protection de la jeunesse*, elle veille également, comme composante du système de protection de la jeunesse, au respect des droits reconnus par cette loi aux enfants dont la sécurité ou le développement sont compromis, ainsi qu'à la protection de leur intérêt. Cet élément de mission comprend aussi le respect des droits reconnus aux adolescents par la *Loi sur les jeunes contrevenants* (L.R.C., c. Y-1).

Depuis le 1er avril 2001, en vertu de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*, la Commission a pour mandats :

- De fixer le délai dans lequel tout organisme doit lui transmettre le rapport d'analyse de ses effectifs;
- De comparer la représentation des groupes visés œuvrant dans les organismes visés par la Loi avec leur représentation au sein des personnes compétentes ou aptes à acquérir cette compétence dans un délai raisonnable pour ce type d'emploi à l'intérieur de la zone appropriée de recrutement;
- De prêter assistance, sur demande, à l'élaboration d'un programme;
- De vérifier la teneur des programmes élaborés pour s'assurer de leur conformité aux exigences de la Loi et, le cas échéant, d'aviser les organismes des modifications qui doivent être apportées à leur programme;
- D'adresser des recommandations aux organismes en défaut de se conformer à des délais d'élaboration ou d'implantation d'un programme conforme à la Loi et, si ses recommandations ne sont pas suivies, de s'adresser au Tribunal des droits de la personne;
- De publier, tous les trois ans, la liste des organismes soumis à la Loi, en faisant état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

Par Décret gouvernemental, la Commission est également chargée de surveiller l'application du Programme d'obligation contractuelle du Gouvernement du Québec.

Les responsabilités :

Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :

Charte des droits et libertés de la personne

Article 71 La Commission assure, par toutes mesures appropriées, la promotion et le respect des principes contenus dans la présente Charte.

Elle assume notamment les responsabilités suivantes :

1° faire enquête selon un mode non contradictoire, de sa propre initiative ou lorsqu'une plainte lui est adressée, sur toute situation qui lui paraît constituer soit un cas de discrimination au sens des articles 10 à 19, y compris un cas visé à l'article 86, soit un cas de violation du droit à la protection contre l'exploitation des personnes âgées ou handicapées énoncé au premier alinéa de l'article 48;

2° favoriser un règlement entre la personne dont les droits auraient été violés ou celui qui la représente, et la personne à qui cette violation est imputée;

3° signaler au Curateur public tout besoin de protection qu'elle estime être de la compétence de celui-ci, dès qu'elle en a connaissance dans l'exercice de ses fonctions;

4° élaborer et appliquer un programme d'information et d'éducation, destiné à faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la présente Charte;

5° diriger et encourager les recherches et publications sur les libertés et droits fondamentaux;

6° relever les dispositions des lois du Québec qui seraient contraires à la Charte et faire au gouvernement les recommandations appropriées;

7° recevoir les suggestions, recommandations et demandes qui lui sont faites touchant les droits et libertés de la personne, les étudier, éventuellement en invitant toute personne ou groupement intéressé à lui présenter publiquement ses observations lorsqu'elle estime que l'intérêt public ou celui d'un groupement le requiert, pour faire au gouvernement les recommandations appropriées;

8° coopérer avec toute organisation vouée à la promotion des droits et libertés de la personne, au Québec ou à l'extérieur;

9° faire enquête sur une tentative ou un acte de représailles ainsi que sur tout autre fait ou omission qu'elle estime constituer une infraction à la présente Charte, et en faire rapport au Procureur général.

Partie 3, article 86 et suivants sur les Programmes d'accès à l'égalité.

Expertise conseil dans le cadre du programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec.

Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :

Loi sur la protection de la jeunesse

Article 23 La Commission exerce les responsabilités suivantes, conformément aux autres dispositions de la présente loi :

- a) elle assure, par toutes les mesures appropriées, la promotion et le respect des droits de l'enfant reconnus par la présente loi et par la Loi sur les jeunes contrevenants;
- b) sur demande ou de sa propre initiative, elle enquête sur toute situation où elle a raison de croire que les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants ont été lésés par des personnes, des établissements ou des organismes, à moins que le tribunal n'en soit déjà saisi;
- c) elle prend les moyens légaux qu'elle juge nécessaires pour que soit corrigée la situation où les droits d'un enfant sont lésés;
- d) elle élabore et applique des programmes d'information et d'éducation destinés à renseigner la population en général et les enfants en particulier sur les droits de l'enfant;
- e) elle peut, en tout temps, faire des recommandations, notamment, au ministre de la Santé et des Services sociaux, au ministre de l'Éducation et au ministre de la Justice;
- f) elle peut faire ou faire effectuer des études et des recherches sur toute question relative à sa compétence, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre de la Justice.

Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :

Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics (L.Q. 2000, c. 45)

Article 6 La Commission peut imposer à tout organisme un délai pour la transmission du rapport d'analyse d'effectifs.

A défaut pour l'organisme de se conformer à ce délai, la Commission peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne, lequel peut ordonner à l'organisme de transmettre le rapport dans le délai qu'il fixe.

Article 7 Afin de déterminer s'il y a sous-représentation d'un groupe visé par la présente loi dans un type d'emploi, la Commission compare la représentation de ce groupe au sein des effectifs concernés de l'organisme avec sa représentation au sein des personnes compétentes ou aptes à acquérir cette compétence dans un délai raisonnable pour ce type d'emploi à l'intérieur de la zone appropriée de recrutement.

A cette fin, la Commission peut, après consultation de l'organisme, procéder par regroupement de types d'emploi.

Article 8 La Commission avise l'organisme du résultat de cette comparaison par type ou par regroupement de types d'emploi.

Article 12 La Commission, sur demande, prête son assistance à l'élaboration d'un programme d'accès à l'égalité en emploi.

Article 15 La Commission vérifie la teneur d'un programme d'accès à l'égalité en emploi en tenant compte des éléments suivants :

- 1° l'importance des effectifs de l'organisme et le nombre de personnes dans un type ou regroupement de types d'emploi;

- 2° la disponibilité, pour chaque groupe visé, de personnes compétentes ou aptes à le devenir dans un délai raisonnable dans les effectifs de l'organisme ainsi que dans la zone appropriée de recrutement;
- 3° la sous-représentation, en nombre et en pourcentage, des personnes faisant partie de chaque groupe visé;
- 4° l'augmentation ou la réduction prévue des effectifs au cours de la période couverte par l'échéancier;
- 5° le caractère raisonnable des objectifs quantitatifs poursuivis;
- 6° les mesures de redressement, les mesures d'égalité des chances, et le cas échéant, les mesures de soutien proposées;
- 7° les échéanciers du programme d'accès à l'égalité.

A cette fin, la Commission peut exiger d'un organisme tout renseignement ou document et faire les vérifications requises.

Article 16. La Commission peut demander à un organisme de modifier son programme d'accès à l'égalité en emploi si elle estime que :

- 1° les mesures proposées ne sont pas susceptibles de corriger la situation des personnes faisant partie de chaque groupe visé;
- 2° les objectifs quantitatifs poursuivis sont insuffisants eu égard à la disponibilité de personnes compétentes faisant partie de chaque groupe visé;
- 3° les échéanciers pour l'implantation des mesures ou l'atteinte des objectifs quantitatifs ne sont pas raisonnables.

Elle donne un avis motivé à l'organisme et lui indique le délai dans lequel son programme doit être modifié et lui être soumis de nouveau pour vérification.

Article 17 Si la Commission estime qu'un organisme est en défaut d'élaborer ou d'implanter un programme d'accès à l'égalité en emploi ou n'a pas modifié son programme conformément à son avis, elle peut lui faire des recommandations.

Article 18 À défaut par un organisme de se conformer à une recommandation de la Commission, celle-ci peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne qui peut ordonner à l'organisme, dans le délai qu'il fixe, d'élaborer, de modifier ou d'implanter un programme d'accès à l'égalité en emploi.

Le programme est déposé devant ce Tribunal qui peut y apporter les modifications qu'il juge adéquates.

Article 23 La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse publie, à tous les trois ans, la liste des organismes publics assujettis à la présente loi et fait état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

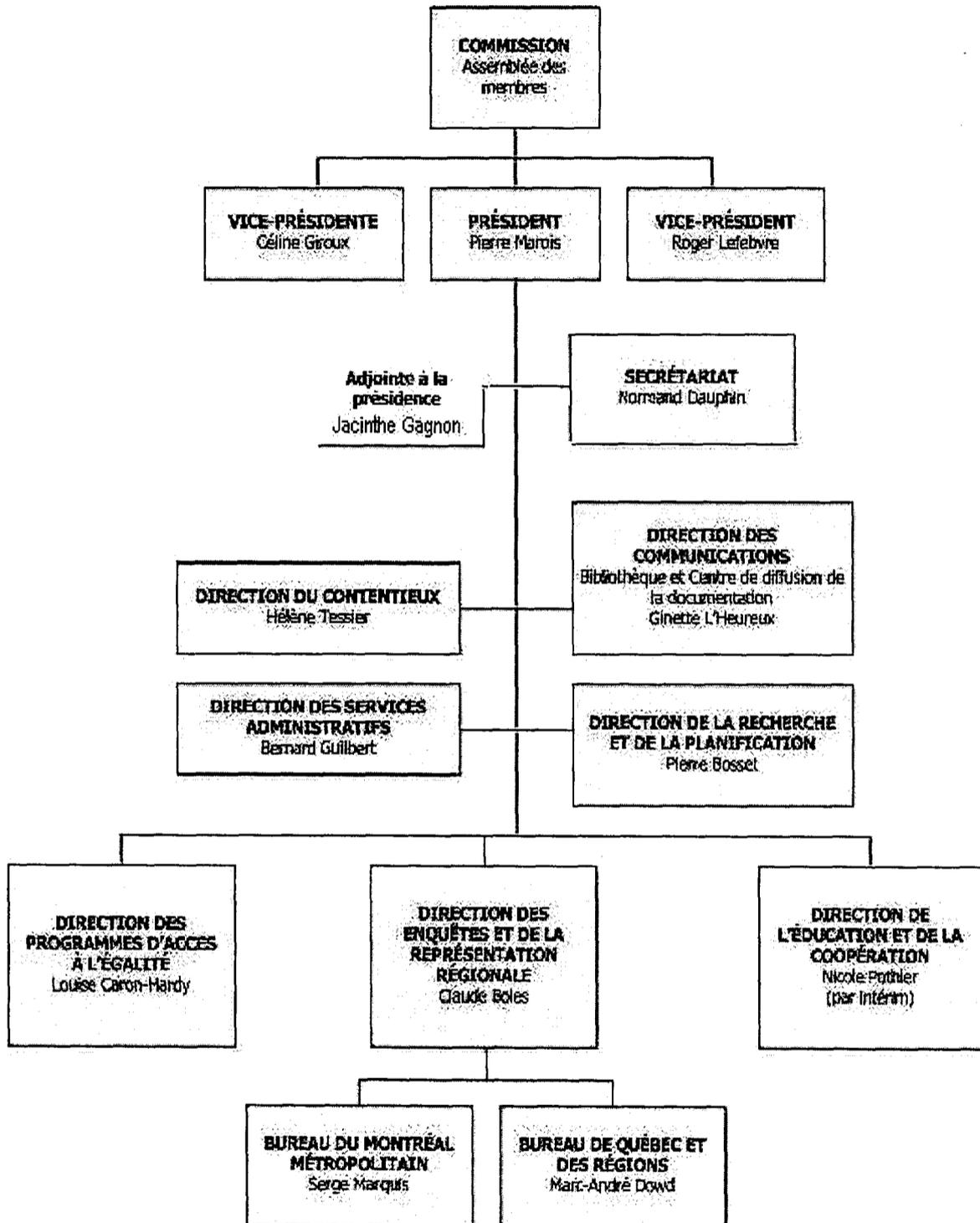
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

**2- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE À
TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES
GOUVERNEMENTAUX**

-
- 1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale le 11 mars 2003 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2003-2004.**
-

Cette comparaison ne peut se faire puisque les crédits déposés à l'Assemblée nationale le 11 mars 2003 n'ont pas été adoptés par celle-ci.

2. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre ainsi que le numéro de téléphone.



Montréal : (514) 873-5146

Québec : (418) 643-1872

3. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

Titre	Tirage	Coût	Imprimeur	Mode de distribution
Affiches Une planète pour nos droits	5,000 F	2 279 \$	Reprotech imprimerie	Sur demande
Brochures La Charte des droits et ...	10,000 F 3,000 A	8 088 \$	Reprotech imprimerie	Sur demande
Brochures Vos droits et libertés, ...	20,000 F 4,000 A	10 046 \$	Reprotech imprimerie	Sur demande
Brochures + affiches Signaler, c'est déjà protéger	40,000 F 3,000 A	15 096 \$	Richard Veilleux inc.	Sur demande
Affiches seulement	1,800 F 200 A	1 500 \$		
Brochures Au service des droits et libertés	25,000 F 4,000 A	3 380 \$	Distinction inc.	Sur demande
Brochures Les enquêtes en vertu de la Charte	12,650 F 2,336 A	9 558 \$	Reprotech imprimerie	Sur demande
Bulletin externe Droits et Libertés - mai 2002 Droits et Libertés - déc.2002	5,400 F 5,400 F	2 415 \$ 2 770 \$	Scrabrini Media	Liste d'envois
Cahiers Aide-mémoire - pers. âgées	100 F	715 \$	Reprotech imprimerie	Direction des enquêtes
Collants Au nom de la loi	10, 000 F	469 \$	Reprotech imprimerie	Liste d'envois
Cartons d'invitation + formulaires Prix Droits et Libertés	1,000 F de chaque	1 477 \$	Reprotech imprimerie	Liste d'envois
Dépliants Guide anti-discrimination pour louer un logement	18,000 F 4,000	1431 \$	Québécois World + Reprotech imprimerie	Sur demande et liste d'envois
Dépliants Exploitation des pers. âgées	65,000 F 10,000 A	10 477 \$	Distinction inc. + Scrabrini Media	Liste d'envois et sur demande
Fascicules Mythes autochtones	10,000 F 2,000 A	31 480 \$	Transcontinental inc.	Liste d'envois et sur demande
Cartons d'invitation	400 F	242 \$	Production JG	
Rapports Rapport annuel CDPDJ	800 F	3 460 \$	Publication du Québec	Liste d'envois et sur demande
Rapports L'exploitation des pers. âgées	1 000 F	4 185 \$	Québécois World	Liste d'envois et sur demande
Rapports Enquête Minokin	100 F	600 \$	Reprotech imprimerie	Sur demande
Rapports Actes - Strasbourg	300 F	1 683 \$	Reprotech imprimerie	Liste d'envois
Rapports Actes - Forum Jeunes gais et lesbiennes	1,500 F	4 094 \$	Québécois World	Liste d'envois

Titre	Tirage	Coût	Imprimeur	Mode de distribution
Rapports + Outils de présentation + maquettes L'accès à l'égalité en emploi	2,000 F (volume) 2,000 F (pochette) 6,000 F (couverture et dos) 2,000 F (CD) 1,500 F (brochure- participant) 1,500 F (brochure - communication) 230 F(dépliant session)	27 864 \$	Lithosol inc. Distinction inc. Magra Multi Média Reprotech imprimerie Production JG inc.	Liste d'envois et sur demande

4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2002 :

OBJET	Dépenses réelles
<p>Monique Lortie, agente de coopération</p> <p>Participation à la 3^e conférence mondiale : « Les enfants du Canada, l'avenir d'un pays » 5 et 6 mai 2002 Toronto, Ontario</p>	990\$
<p>Roger Lefebvre, vice-président Béatrice Vizkelety, directrice par intérim du contentieux Pierre Jetté, agent d'éducation</p> <p>Participation à la conférence annuelle de ACCCDP (association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne) 23 au 29 mai 2002 Charlottetown, Île du Prince-Édouard</p>	6 573 \$
<p>Pierre Marois, président</p> <p>Participation à une réunion de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'homme 28 au 30 mai 2002 Paris, France</p> <p>(Principaux frais pris en charge par l'Agence intergouvernementale de la francophonie)</p>	632 \$
<p>Pierre Bosset, directeur de la recherche et de la planification</p> <p>Participation à la réunion préparatoire à la création de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'homme 28 au 31 mai 2002 Paris, France</p>	1 404 \$
<p>Pierre Marois, président</p> <p>Conférencier lors d'une journée d'étude sur le thème : « État et société civile, face aux discriminations », organisée par l'Université Panthéon-ASSAS-Paris II : Centre d'étude et de recherche de science administrative 18 au 24 juin 2002 Paris, France</p> <p>(Frais pris en charge par la délégation générale du Québec à Paris)</p>	0 \$
<p>Daniel Michelin, chercheur</p> <p>Participation à une série de conférences organisées par « Partnership for children and families project » 20 et 21 juin 2002 Waterloo, Ontario</p>	468 \$
<p>Yves Lussier, enquêteur</p> <p>Dans le cadre du programme de développement des ressources humaines : Participation à la session annuelle d'enseignement de l'Institut international des droits de l'homme 29 juin au 27 juillet 2002 Strasbourg, France</p>	2 750 \$

OBJET	Dépenses réelles
<p>Daniel Michelin, chercheur</p> <p>Participation au 7^{ième} congrès de l'Association scientifique européenne pour le placement en famille d'accueil (EUSARF) 6 au 15 septembre 2002 Trowdheim, Norvège</p> <p>(Coût du transport assumé par l'Université de Montréal)</p>	1 071 \$
<p>Constance Leduc, enquêtrice</p> <p>Dans le cadre du programme de développement des ressources humaines : Participation à une session du comité des droits de l'enfant ainsi qu'à une rencontre au Haut commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme 14 septembre au 5 octobre 2002 Genève, Suisse</p>	2 750 \$
<p>Céline Giroux, vice-présidente</p> <p>Participation à la réunion « First global meeting of independant human rights institutions for children » 30 septembre au 5 octobre Bruxelles, Belgique</p>	3 008 \$
<p>Pierre Marois, président</p> <p>Participation à la 2^e réunion du conseil d'administration de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'homme, à titre de vice-président de l'Association 22 au 26 octobre 2002 Paris, France</p>	6 002 \$
<p>Pierre Bosset, directeur de la Recherche et de la planification</p> <p>Participation au comité permanent des fonctionnaires chargés des droits de la personne 28 et 29 novembre 2002 Ottawa, Ontario</p>	324 \$
<p>Monique Lortie, agente de coopération</p> <p>Participation à la rencontre de la Commission canadienne du droit sur les réparations 29 novembre 2002 Ottawa, Ontario</p>	100 \$
<p>Béatrice Vizkelety, conseillère juridique</p> <p>Participation à la rencontre du réseau des avocats des commissions des droits de la personne associées à l'ACCCDP 28 au 30 novembre 2002 Ottawa, Ontario</p>	478 \$
<p>Lucie-France Dagenais, chercheure</p> <p>Participation à une rencontre à la Commission du droit du Canada 11 décembre 2002 Ottawa, Ontario</p>	95 \$
<p>Daniel Michelin, chercheur</p> <p>Participation au « Canadian symposium of child and family service outcomes » 20 au 22 février 2003 Ottawa, Ontario</p>	649 \$
	27 294 \$

5. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels

Type de média/Promotion	Fournisseur	Objet	Coûts
Prix Droits et libertés	Création Hugues Soucy et réception	Remise du prix <i>Droits et libertés de la personne</i> (sculpture)	1 417 \$
TOTAL			1 417 \$

-
6. **Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2002-2003 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent.**
-

Aucun

7. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2002-2003 à la demande du ministère ou de l'organisme

Aucune

8. Liste des contrats moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2002-2003 :

Voir la liste ci-jointe

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ - EX. 2002-2003

Fournisseur	Objet	Résultat	Total	Mode d'octroi
Adaris Technologies	Entretien réseau et support technique		6 120,00 \$	Négocié
Agti services conseils	Support conseil, haute direction	Session d'orientation	8 600,00 \$	Négocié
Archiconcept	Évaluation de l'accessibilité d'un commerce	Avis préliminaire	255,00 \$	Négocié
Archiconcept	Expertise en accessibilité	Rapport	2 330,00 \$	Négocié
Archiconcept	Évaluation de l'accessibilité d'un commerce	Rapport pour dossier d'enquête	2 330,00 \$	Négocié
Archiconcept	Évaluation de l'accessibilité d'un édifice	Rapport pour dossier d'enquête	4 350,00 \$	Négocié
Archiconcept	Évaluation de l'accessibilité d'un commerce	Émission d'un avis	255,00 \$	Négocié
Bellemare, Louis Dr	Expertise et procès, complément contrat 337		1 500,00 \$	Négocié
Bellemare, Louis Dr	Expertise et procès dans un dossier du Contentieux		2 200,00 \$	Négocié
Bergeron, Gaudreault	Représenter la Commission		3 500,00 \$	Juridique
Berthiaume, René	Formation : rédaction de rapport		600,00 \$	Négocié
Campeau, Francine Me	Enquête, art. 62 de la Charte	Rapport	2 000,00 \$	Négocié
Charbonneau, Anne (Dr)	Expertise médicale	Rapport d'expertise	1 000,00 \$	Négocié
Clinique physio-ergo Sylvain Trudel	Évaluation ergothérapie poste de travail	Rapport pour dossier d'enquête	212,00 \$	Négocié
Colibri multimédia	Révision du site WEB de la CDPDJ	Reproduction du site en anglais	5 000,00 \$	Négocié
Colibri multimédia inc.	Révision du site web de la CDPDJ	Faciliter l'accessibilité au contenu	24 800,00 \$	Soumissions
Soumissionnaire				
Néomédia	33 000 \$			
PNC média	non classé			
NURUM	non classé			

Fournisseur	Objet	Résultat	Total	Mode d'octroi
Cournoyer, Jean Dr	Expertise dans un dossier du CTX	Rapport	500,00 \$	Négocié
Courteau, Louis	Traduction	Services de traduction (anglais	5 000,00 \$	Contrat ouvert
Courteau, Louis	Traduction d'un document	Document: "Peaceful conflict	2 993,00 \$	Négocié
De Konink, Thomas	Évaluation de candidatures	Rapport pour dossier d'enquête	1 000,00 \$	Négocié
Demers, Pascale (Dr)	Agir comme témoin-expert en cour		1 000,00 \$	Négocié
Doré, Robert	Contrat préliminaire d'expertise	Rapport	1 000,00 \$	Négocié
Doucet, Lorraine	Évaluation psycho-sociale	Rapport pour dossier d'enquête	1 750,00 \$	Négocié
Engel Frema	Formation sur la clientèle agressive		1 500,00 \$	Négocié
Gaulin, Michel (MG Merchandising)	Services conseil - industrie de l'alimentation -	Établir un plan d'enquête	600,00 \$	Négocié
Gauthier, Bernice	Compensation de soutien	Stage en service social, bureau	325,00 \$	Négocié
Gauvin, Pierre Dr	Expertise dans dossier enquête	Rapport	600,00 \$	Négocié
Gervais, Cynthia	Renvoi à la Cour d'appel	Procès	3 000,00 \$	Négocié
Gervais, Cynthia	Recherche, réforme Loi jeunes contrevenants	Mémoire de la CDPDJ Cour	9 000,00 \$	Négocié
Gestion médicale Yves Bergeron	Rencontre préparatoire et témoignage	Témoin expert dans un dossier	3 500,00 \$	Négocié
Gill, Marc-André	Travaux programmation		2 500,00 \$	Négocié
Gill, Marc-André	Travaux programmation		2 500,00 \$	Négocié
Groupe-conseil D.O.M.E. inc.	Consolidation d'équipe aux PAE		6 150,00 \$	Négocié
Imprimerie Distinction	Réimpression dépliant	Info: personnes âgées	1 780,00 \$	Négocié
Imprimerie Distinction	Impression (réimpression)	Couverture et dos - "L'accès à l'égalité »	1 470,00 \$	Négocié
Imprimerie distinction inc	Ré-impression	Couvert et dos "L'accès à l'égalité »	910,00 \$	Négocié
Imprimerie distinction inc	Ré-impression	Pochette : "L'accès à l'égalité"	1 190,00 \$	Négocié
Imprimerie distinction inc	Impression	Brochure : "Au service"	3 380,00 \$	Négocié

Fournisseur	Objet	Résultat	Total	Mode d'octroi
Landreville, Pierre ph.d	Expertise et procès dans un dossier du Contentieux		1 875,00 \$	Négocié
Lejeune, Jean-François	Réalisation de tableaux	Rapport : "Rapport annuel 2002"	810,00 \$	Négocié
Lepage, Denis Dr	Expertise dans un dossier d'enquête	Rapport	1 250,00 \$	Négocié
Lithosol	Ré-impression	Guide : "Accès et égalité"	9 725,00 \$	Négocié
Magra Multi Média	Ré-impression	Cd-Rom : "Accès et égalité"	1 886,50 \$	Négocié
Moureau, Hauspy design Inc.	Consultant, réaménagement des bureaux (PAE)	Conseils techniques	5 000,00 \$	Contrat ouvert
O'Brien, Balca et Elrick	Représentation à la Cour suprême	Procès	5000,00 \$	Autorisation Min. justice
Paquette, Sonia erg	Analyse ergonomique d'un poste de travail	Rapport d'expertise dossier	2 062,60 \$	Négocié
Quebecor World	Impression	Rapport : "Exploitation pers	4 185,00 \$	Négocié
Quebecor World	Impression	Rapport : "Rapport annuel 2002"	2 650,00 \$	Négocié
Quebecor World	Impression	Rapport - Actes Forum	3 600,00 \$	Négocié
Quebecor World	Impression	Dépliant : "Guide anti-discri.	1 111,00 \$	Négocié
Renaud, Gérald c.r.i..	Service-conseil au comité paritaire	Classification des emplois	19 500,00 \$	Négocié
Reprotech	Impression	Prix droits et libertés	617,00 \$	Négocié
Reprotech	Impression	Rapport Enquête Minokin	601,00 \$	Négocié
Reprotech	Impression	Prix droits et libertés, en-tête,	860,00 \$	Négocié
Reprotech	Impression	Brochure : Actes Strasbourg	1 683,00 \$	Négocié
Reprotech	Impression	Brochure "Enquêtes en vertu de	9 779,00 \$	Soumissions
Soumissionnaires				
Payette & Simms	13 800 \$			
Richard Veilleux	12 595 \$			
Reprotech	Impression	Cahier aide-mémoire, personnes	552,00 \$	Négocié

Fournisseur	Objet	Résultat	Total	Mode d'octroi
Scabrini media	Impression	Journal "Vos droits et libertés"	2 409,00 \$	Négocié
Scabrini media	Impression	Dépliant : "Personnes âgées"	2 228,70 \$	Négocié
Société Logique	Évaluer l'accessibilité d'un édifice	Rapport, dans le cadre d'une	2 550,00 \$	Négocié
Stainier, André	Enquête dossier	Rapport	3 200,00 \$	Négocié
Statistiques Canada	Achat de fichiers de données de recensement	Programmes d'accès à l'égalité	1 500,00 \$	Négocié
Thibault, Maurice Gériâtre	Évaluation dossiers médicaux	Rapport dossier d'enquête	1 000,00 \$	Négocié
Tremblay, Gilles Roger (Dr)	Expertise médicale	Production d'un rapport	600,00 \$	Négocié
Trottier, François (Edicom)	Fournir les services de traduction		15 000,00 \$	Contrat ouvert
Wagner, Serge	Contrat préliminaire d'expertise	Rapport	1 000,00 \$	Négocié

9. Le montant, pour l'année 2002-2003, de chacune des dépenses suivantes :

- La photocopie (inclus reprographie gouvernementale)	47 170 \$
- La téléphonie cellulaire et le coût d'utilisation	15 374 \$
- Les téléavertisseurs	276 \$
- Le mobilier de bureau	18 800 \$
- Les distributeurs d'eau de source	3 100 \$
- Le remboursement des frais de transport	145 000 \$
Les frais d'hébergement et de repas	82 000 \$
- Les dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de perfectionnement :	
au Québec	38 227 \$
hors Québec	27 294 \$

10. Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère et par organisme pour 2002-2003. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

	Cadres	Professionnels/ Professionnelles	Techniciens/nes - Personnel de bureau	Total
NOMBRE TOTAL D'EFFECTIFS	9	101	60	170 (100 %) *
Féminin	3 (33,0 %)	60 (59,4 %)	56 (93,3 %)	119 (70,0 %)
Masculin	6 (66,6 %)	41 (40,6 %)	4 (6,7 %)	51 (30,0 %)
Personnes handicapés	--	1 (1,0 %)	2 (3,3 %)	3 (1,8 %)
Anglophones	--	5 (4,9 %)	--	5 (2,9 %)
Autochtones	--	2 (2,0 %)	--	2 (1,2 %)
Communautés culturelles				
- Min. ethniques	--	3 (3,0 %)	2 (3,3 %)	5 (2,9 %)
- Min. visibles	--	4 (4,0 %)	4 (6,6 %)	8 (4,7 %)
Moins de 35 ans	1 (11,1 %)	11 (10,9 %)	10 (16,7 %)	22 (12,9 %)
Plus de 35 ans	8 (88,9 %)	90 (89,1 %)	50 (83,3 %)	148 (87,1 %)

* Ce nombre inclut à la fois le personnel permanent et le personnel occasionnel (en remplacement de personnel absent).

-
- 11. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2002-2003, pour chaque ministère et organisme (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation), et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :**
-

Voir tableaux ci-joints

FICHE SYNTHÈSE

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

TITRE: MALADIES, HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET VACANCES														
11) A) C) TOTAL DES JOURS PRIS PAR LE PERSONNEL EN CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2002-2003														
CONGÉS		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
MALADIE	Cadres	10,5	5,0	8,0	22,5	26,0	23,0	9,5	4,5	2,0	1,0	13,5	25,0	150,5
	Professionnels	78,5	122,0	96,5	146,5	147,5	107,5	112,0	112,5	92,5	122,5	133,0	116,5	1 387,5
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA *	100,5	80,0	82,0	87,0	99,5	77,0	95,0	97,5	98,0	97,5	101,0	116,0	1 131,0
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL		189,5	207,0	186,5	256,0	273,0	207,5	216,5	214,5	192,5	221,0	247,5	257,5
VACANCES	Cadres	12,0	12,0	30,5	70,0	10,0	2,0	2,5	4,0	35,0	19,0	7,5	12,0	216,5
	Professionnels	62,5	71,5	195,0	412,5	567,5	155,5	84,5	28,0	133,5	77,5	40,5	90,0	1 918,5
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA *	44,5	33,5	88,5	274,0	375,0	50,0	33,5	29,0	96,5	72,5	28,0	62,5	1 187,5
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL		119,0	117,0	314,0	756,5	952,5	207,5	120,5	61,0	265,0	169,0	76,0	164,5

* Personnel de bureau, techniciens et assimilés

SOURCE: DRH-MRCI	FICHER: Q14-RG	PAGE : 1 DE 3	DATE: 2003-06-11
------------------	----------------	---------------	------------------

FICHE SYNTHÈSE

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

11) B TOTAL DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...). POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2002-2003														
		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
HEURES RÉALISÉES	Cadres	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	295,25	418,42	434,50	202,17	103,25	158,25	299,83	398,58	267,67	199,83	371,17	396,75	3 545,67
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA *	40,00	76,75	37,75	50,05	30,07	15,50	82,50	53,08	51,25	26,75	71,00	57,00	591,70
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL	335,25	495,17	472,25	252,22	133,32	173,75	382,33	451,66	318,92	226,58	442,17	453,75	4 137,37
COÛT TOTAL DES HEURES RÉALISÉES	Cadres	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	12 156,14	16 873,31	18 122,00	8 461,75	4 154,05	5 916,00	11 932,68	16 170,23	10 498,05	7 709,53	15 394,35	16 380,50	143 768,59
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA	1 177,75	2 216,34	1 017,34	1 352,77	856,18	443,29	2 332,71	1 541,73	1 484,31	765,96	2 100,65	1 653,96	16 942,99
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL	13 333,89	19 089,65	19 139,34	9 814,52	5 010,23	6 359,29	14 265,39	17 711,96	11 982,36	8 475,49	17 495,00	18 034,46	160 711,58
COÛT TOTAL DES HEURES COMPENSÉES EN CONGÉ	Cadres	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	7 246,48	8 701,76	7 898,08	2 376,45	1 218,05	3 534,60	6 514,22	5 952,78	6 373,98	6 994,03	12 798,94	14 018,01	83 627,38
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA	599,32	177,88	661,79	1 180,46	26,81	435,13	1 976,45	1 042,05	1 094,12	765,96	1 596,08	1 382,52	10 938,57
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL	7 845,80	8 879,64	8 559,87	3 556,91	1 244,86	3 969,73	8 490,67	6 994,83	7 468,10	7 759,99	14 395,02	15 400,53	94 565,95

SOURCE: DRH-MRCI

FICHER: Q14-RG

PAGE : 2 DE 3

DATE: 2003-06-11

FICHE SYNTHÈSE

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

11) B TOTAL DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...). POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2002-2003 (suite)														
		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
COÛT TOTAL DES HEURES PAYÉES OU À PAYER	Cadres	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	4 909,66	8 171,54	10 223,92	6 085,30	2 936,00	2 381,40	5 418,47	10 217,45	4 124,08	715,50	2 595,41	2 362,49	60 141,22
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA	578,43	2 038,46	355,55	172,32	829,37	8,17	356,27	499,68	390,20	---	504,58	271,44	6 004,47
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	TOTAL	5 488,09	10 210,00	10 579,47	6 257,62	3 765,37	2 389,57	5 774,74	10 717,13	4 514,28	715,50	3 099,99	2 633,93	66 145,69

SOURCE: DRH-MRCI

FICHIER: Q14-RG

PAGE : 3 DE 3

DATE: 2003-06-11

12. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaire depuis 2000-2001

Sera répondu par le Conseil du Trésor

13. Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ

Sera répondu par le Conseil du Trésor

14. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2002-2003 de qui sont loués des espaces

Aucun

18. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Sera répondu par le Conseil du Trésor

19. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère

Aucun

20. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres

Aucun

21. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère

Aucun

22. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers

Non-applicable

23. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)

Acquisitions 2002-2003

- 14 imprimantes HP LaserJet 2200	26 842 \$
- 1 imprimante Laser couleur	1 889 \$
- 10 ordinateurs, écrans et mémoires	22 550 \$
- 10 moniteurs 19 pouces LCD	12 108 \$
- 14 scanners	15 354 \$
- 16 ordinateurs portables	55 360 \$
- 3 imprimantes portables	533 \$
- 3 serveurs réseau	46 020 \$
- Câblage et répartiteurs	8 073 \$
- 10 cartes réseau pour ordinateurs	780 \$
- 1 appareil de vérification réseau	9 868 \$
- Système de protection de réseau	1 775 \$
- 1 Tape backup réseau	7 130 \$
- 1 cabinet pour protéger les serveurs réseaux	3 413 \$
- 1 projecteur	3 795 \$
TOTAL	215 490 \$

25. Liste de tous les abonnements du ministère et le coût :

Voir la liste ci-jointe

TITRES DES DOCUMENTS

Canadian Labour & Employment Law Journal	
Code civil (23) Wilson & Lafleur	AM
Code criminel/Wilson & Lafleur (8)	AM
Code de procédure civile/Wilson & Lafleur (18)	AM
Banque VIXIT/SMA Inc. (en ligne)	EN LIGNE
Canadian Human Rights (HRR - en ligne)	EN LIGNE
Canadian Human Rights Reporter/CHRR	EN LIGNE
Recueil politiques de gestion/Publications du Québec (version Internet)	EN LIGNE
REJB (Recueil de jurisprudence du Barreau du Québec) Internet	EN LIGNE
Amnestie international Rapport annuel/Amnestie international	LA
Annuaire de jurisprudence (SOQUIJ)	LA
Courrier parlementaire (Bottin)	LA
Human Rights Watch World Report	LA
Illustration Québec (Répertoire)	LA
Lois du Québec (volume annuel)	LA
Publications Cole (Montréal, St-Jérôme, Joliette)	LA
Scott's Répertoire des Fabricants (aux deux ans)	LA
Alter Ego- Charte des droits/Wilson & Lafleur (17)	LAM
Alter Ego-Code de procédure civile/Wilson & Lafleur (2)	LAM
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec/Wilson & Lafleur (23 édition août ; 2 - édition janvier)	LAM
Loi sur les services de santé et services sociaux (11)	LAM
Accès à l'information Express et Recueil C.A.I./SOQUIJ	P
Access Office VB	P
Actualité médicale	P
Agenda	P
Avant et Après : les secrets de l'infographie	P
Bulletin Ligue des droits et libertés	P
Cahiers de droit/Université de Montréal	P
Cahiers de recherche sociologique	P
Canadian Journal of Law and society/Revue canadienne droit et société	P
Child Abuse Review	P
Child protect'n Law	P
Child Welfare	P
Children and the Law Issue	P
Currents : race relations	P
Droit du travail express	P
Droits de la personne (Bulletin)/Centre de recherche en droits de la personne (Ottawa)	P
Eastern Door	P
Études ethniques Canada	P
Flash info	P
FRAPRU frappe encore	P
Gazette des femmes	P
Gazette officielle Québec (partie 2)	P
Grafika	P
Human Rights Law Journal	P
Human Rights Quaterly	P
Index to Canadian Legal Periodicals	P
Index to legal periodicals	P
Interculture	P
Journal of Law & Equality Direct	P
Jurisprudence express	P
National journal of Constitutional Law/Revue nationale du droit constitutionnel	P
Nouvelles pratiques sociales	P
Options /CEQ	P
PC Magazine	P
Plaidoyer Jeunesse	P
Print	P
Prisme/Hôpital Sainte-Justine (MTL)	P
Projets loi publiques (présentation)/Publications du Québec	P
Recherches amérindiennes	P
Recherches sociographiques	P
Recueil arrêts de la Cour suprême	P

Recueil de jurisprudence du Québec/SOQUIJ	P
Recueil des arrêts de la Cour fédérale/Éditions du gouvernement du Canada	P
Relations industrielles	P
Relations/Centre justice et foi	P
Revue Barreau canadien	P
Revue de droit McGill	P
Revue de droit/Sherbrooke	P
Revue du Barreau	P
Revue Femmes et droit	P
Revue générale de droit	P
Revue juridique Thémis	P
Revue universelle des droits de l'homme	P
Société canadienne et logement (statistiques)	P
Tableau des lois d'intérêt publique du Canada/Publications gouvernementales	P
Tableau des modifications des règlements du Québec	P
Tendances sociales canadiennes	P
Visual Basic	P
Canadian Labour Arbitration	R
Charte canadienne des droits et libertés/CCH	R
Code de procédure civile annotée/Éditions FD	R
Code du travail (1)/Relations de travail	R
Code municipal (1)	R
La compagnie au Québec	R
Congédiement en droit québécois/Éditions Yvon Blais	R
La corporation au Québec	R
Discrimination and Law /Butterworths	R
Droit civil québécois/Carswell	R
Droit de la famille/CCH	R
Droits de la personne et les relations de travail (2)	R
Federal Equity Manual	R
Formulaire procédure civile	R
Jeunes contrevenants (annoté)	R
Loi des compagnies (2 vol.)	R
Lois cités et villes	R
Lois refondues du Québec (MTL & Qué.)	R
Recueil droit de la famille/SOQUIJ	R
Remedies in Labour Employment & Human Rights Law	R
Tribunaux administratifs	R
Workplace Equity Guide	R
Wrongful Dismissal	R
Young Offenders /Canada Law Book	R
TOTAL 26 864 \$	

LA = Livres achetés annuellement
 P = Périodiques
 AM = Recueil de mises à jour multiples
 R = Recueil de mises à jour

26. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site

1. La conception du site

En août 1997, un appel d'offres a été transmis à trois firmes : Intellia, Vidéotron et Tecsuit. La firme Intellia, devenue depuis Nurun, a obtenu le contrat. Les travaux ont débuté en janvier 1998.

À la Commission, les personnes impliquées dans le processus de conception et de développement du site étaient Constance Leduc, agente d'éducation, Madeleine Beaudoin, bibliothécaire, et Bernard Guilbert, directeur des Services administratifs.

Par la suite, deux contrats ont été accordés à des firmes : à Intellia pour une mise à jour mineur incluant pour l'inclusion du Répertoire des documents (1999), et à Micro-Accès, pour la création d'un module de formation en ligne (2000-2001).

En octobre 2002, un contrat a été octroyé à la firme Colibri Multimédia pour une refonte complète du site, incluant la conception d'outils de gestion dynamiques. Les travaux d'ingénierie du nouveau site avaient cependant débuté en l'an 2000, afin de définir les grandes orientations du site refondu, l'évaluation des besoins de nos clientèles, les paramètres de navigation...

La refonte avait notamment pour objectifs d'améliorer l'accès aux informations mises à la disposition du public par la Commission, d'en faciliter la mise à jour et d'en assurer un développement pouvant répondre à certains besoins : réorganisation des informations de base sur les droits de la personne et la protection de la jeunesse, ou encore ajout de modules d'information portant sur certains mandats de la Commission.

Ont été impliquées dans ce processus et directement associées aux travaux de la firme Colibri, Madeleine Beaudoin, bibliothécaire et infomestre, Michèle Morel, analyste informatique et chargée de projet et Monique Rochon, agente d'information et édimestre. Ont également été associés à la démarche, Bernard Guilbert, directeur des Services administratifs, et Alvaro Torres, analyste / gestion et procédés administratifs.

2. Les coût reliés au site depuis 1998

Les coûts encourus pour la conception, le développement et l'hébergement du site sont les suivants :

- conception initiale par la firme Intellia (1998) : 9 880 \$
- une mise à jour majeure par Intellia, notamment pour inclure le Répertoire des documents sur le site : 8 317 \$
- conception et réalisation, par la firme Micro-Accès, d'un module de formation en ligne sur les droits des personnes âgées (2000-2001) : 9 900 \$ (français) – 1 750 \$ (version anglaise)

soit un total de 29 847 \$.

Quant à la refonte du site, elle a entraîné des débours de 30 000 \$, auxquels il faut ajouter une somme de 1 125 \$ pour assurer la formation des webmestres pour la gestion, le développement et la mise à jour du nouveau site.

Quant aux coût d'hébergement du site à la DGSIG, ils totalisent une moyenne de 10 000 \$ annuellement.

3. Les responsables du développement et de la mise à jour du site

Depuis 1999, à l'exception du contrat donné à Micro-Accès, la mise à jour et le développement du site sont faits à l'interne par Monique Rochon (édimestre), Madeleine Beaudoin (infomestre) et Michèle Morel (analyste en informatique).

Monique Rochon et Madeleine Beaudoin sont les seules personnes autorisées à faire des modifications au contenu.

La page d'accueil du site fait l'objet d'une mise à jour constante, en tenant compte des activités de la Commission. S'il faut établir une moyenne, on peut l'établir entre quatre et huit fois par mois. De plus, des travaux sont menés sur une base continue pour compléter la refonte du site sur le plan des contenus et le développement de nouvelles sections.

4. La fréquentation du site

Mois	Visites		Fichiers pdf consultés ¹	
	2002 - 2003	2001 - 2002	2002 - 2003	2001 - 2002
Avril	14 939	9 385	37 360	21 064
Mai	13 297	8 980	28 919	18 250
Juin	11 219	7 712	23 480	16 608
Juillet	10 064	5 607	13 539	10 663
Août	9 534	6 315	12 080	13 951
Septembre	12 492	5 664	16 443	15 628
Octobre ²	(17 242)	N/D	(25 242)	N/D
Novembre	17 358	12 485	26 069	19 274
Décembre	14 330	11 028	16 694	27 180
Janvier	17 767	12 589	15 471	23 935
Février	12 602	14 312	13 819	23 771
Mars	12 324	15 548	11 653	34 467
Total	145 926	109 625	215 527	224 791
± %	+ 33 %		- 4 %	

¹ Fichiers pdf : accès aux avis, études, rapports, mémoires, bulletins...

² Données non disponibles pour l'exercice 2001-2002. Pour les fins de comparaison, nous excluons donc les données correspondantes pour l'exercice 2002-2003.

27. Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?

Sera répondu par le Secrétariat de la jeunesse

28. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

Sera répondu par le ministère des Relations internationales

29. Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale

Sera répondu par le Conseil du Trésor

30. Dépenses effectuées en 2002-2003 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information

Sera répondu par le Conseil du Trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

**3- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Droit de la personne

- 40. Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la Commission des droits de la personne. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2002-2003. Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission.**
-

Voir document ci-joint

Au cours de la période s'échelonnant du 1^{er} janvier 2002 au 31 mars 2003, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a reçu 16 986 demandes relativement à son mandat Charte. De celles-ci, 2 399 étaient retenues à titre de demandes d'enquêtes et ont par conséquent été transmises à un professionnel pour qu'il en détermine la recevabilité.

De ces 2 399 demandes, 3 % ont été réglées dès ce stade entre les parties, 12 % ont fait l'objet d'un avis explicatif de refus parce que n'étant pas de la compétence d'enquête de la Commission et 17 % n'ont pas eu de suite en raison d'un abandon ou du désintérêt du plaignant. Les autres demandes, soit 18 %, étaient toujours en traitement en date du 31 mars dernier.

Par ailleurs, dans un peu plus de 50 % (1 226), la demande était jugée recevable et un dossier d'enquête était ouvert.

Le tableau ci-joint donne la répartition de ces demandes selon le secteur et le motif de discrimination auxquels font référence les demandes en question. Pour fins de comparaison, sont aussi indiqués en terme de pourcentage les résultats pour l'année 2001.

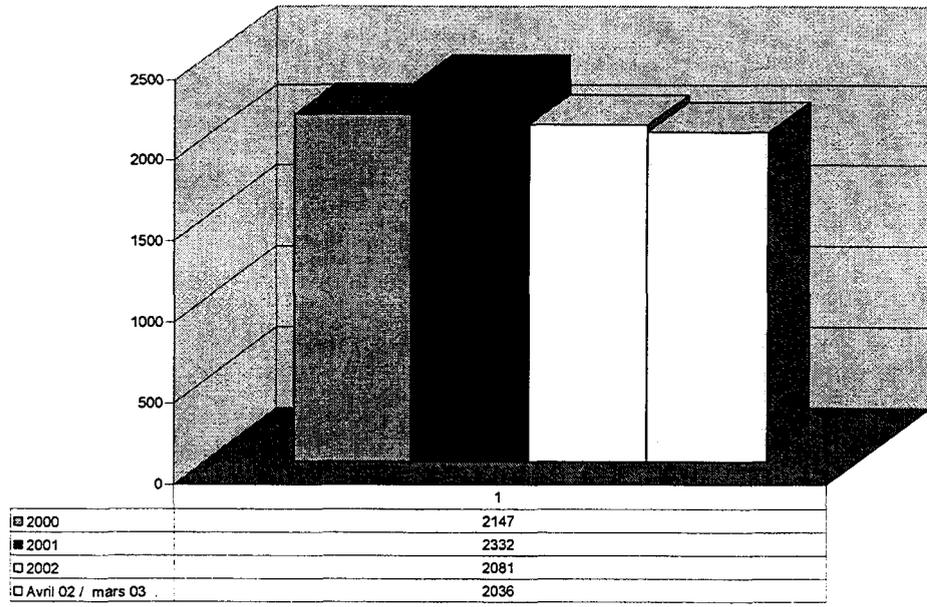
Motif	Travail	Logement	Acte juridique biens et services	Accès- transports et lieux publics	Autres	Total	% Janv. 2002 à mars 2003	% Année 2001
Handicap	232	19	68	14	0	333	27.4	24.5
Race couleur Origine ethnique et nationale	135	43	47	21	0	246	19.4	17.6
Sexe	133	3	11	2	0	149	12.2	12.5
Âge	97	33	9	2	0	141	11.6	13.8
État civil	38	19	8	0	0	65	5.3	6.7
Condition sociale	9	33	13	1	0	56	4.6	8.8
Exploitation personnes âgées et handicapées	0	0	0	0	53	53	4.3	2.8
Antécédents judiciaires	48	0	1	0	0	49	4.0	2.5
Grossesse	33	2	0	0	0	35	2.9	2.6
Orientatio n sexuelle	23	4	4	3	0	34	2.8	4.3
Langue	18	2	10	1	0	31	2.5	1.7
Religion	16	0	11	1	0	28	2.3	1.8
Convictions politiques	6	0	0	0	0	6	0.5	0.5
TOTAL	788	153	177	45	53	1226		
% janv. 2002 à mars 2003	65.	12.5	14.5	3.7	4.3		100.0	
% année 01	61.	16.9	16.3	3.2	2.6			100.0

Sur les 62 procédures déposées devant les tribunaux, 56 l'ont été devant le Tribunal des droits de la personne, une devant les tribunaux administratifs et une intervention en vertu de notre volet Charte l'a été en Cour supérieur.

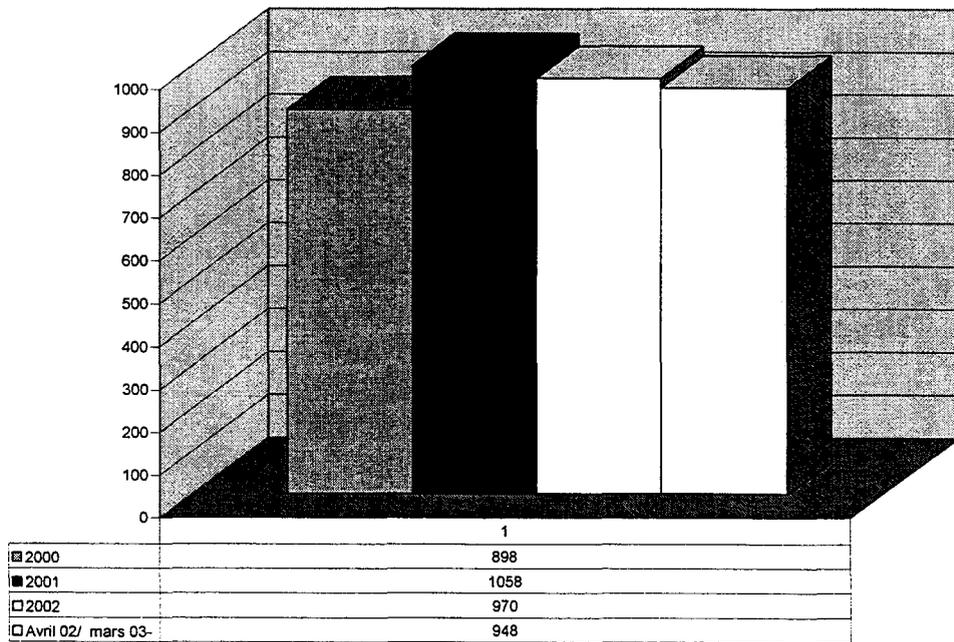
La Commission, au cours de la période de référence, a initié 24 enquêtes de sa propre initiative en matière de droits de la personne, dont 18 en exploitation de personnes âgées, 3 relatives à la condition sociale, 2 reliées au handicap et une dernière qui réfère à l'origine ethnique ou nationale.

Les tableaux qui suivent permettent. sur une base annuelle, une comparaison entre les statistiques des dernières années et celles s'échelonnant du **1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003**. Ils concernent le nombre de demandes d'enquêtes reçues, du nombre de dossiers d'enquête ouverts et finalement, du nombre de dossiers soumis aux commissaires pour décision.

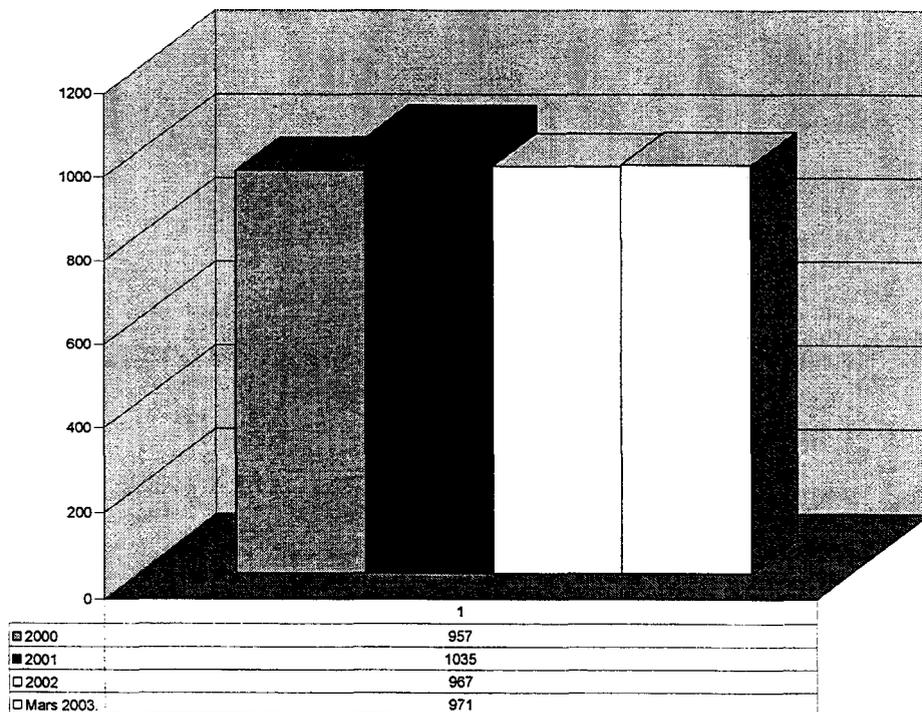
Demandes d'enquête Charte



Dossiers ouverts Charte



Dossiers déposés Charte



41. Liste des recommandations et/ou avis de la Commission aux ministères en 2002-2003

- Lettre concernant le *Projet de loi instituant l'union civile, établissant de nouvelles règles de filiation et modifiant le Code civil du Québec et d'autres lois*
 - *Envoi le 15 avril 2002*
Ministère du Conseil exécutif

- Lettre concernant le *Projet de loi modifiant la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance et la Loi sur le ministère de la Famille et de l'Enfance*
 - *Envoi le 30 avril 2002*
Ministère de la Famille et de l'Enfance

- Lettre concernant le projet de Code de déontologie des médecins
 - *Envoi le 8 mai 2002*
Office des professions du Québec

- Lettre concernant le projet de loi n° 95, *Loi modifiant la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance et la Loi sur le ministère de la Famille et de l'enfance*
 - *Envoi le 17 mai 2002*
Commission des affaires sociales
Ministère de l'Enfance et de la Famille

- Mémoire à la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale – *Projet de loi n° 112, Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*
 - *Envoi le 20 septembre 2002*
Ministère de la Solidarité sociale
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Ministère de la Justice

- Indemnisation des personnes accidentées reconnues coupables d'actes criminels
 - *Pas de document*
Présence, le 26 septembre 2002, à la Commission des transports et de l'environnement (séance de discussion)

- Mandat d'initiative – *Les interventions dans le domaine du logement : une pierre angulaire de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion*
 - Envoi le 15 octobre 2002
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Ministre délégué aux Affaires municipales
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Ministère de la Justice

- Notes pour la présentation de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse devant la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale à l'occasion de l'étude du projet de loi n^o 143, *Loi modifiant les normes du travail et d'autres dispositions législatives*
 - Pas d'envoi
Présentation, le 5 décembre 2002, à la Commission de l'économie et du travail

- Mémoire à la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale – *Projet de loi n^o 155, Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives*
 - Envoi le 4 février 2003
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Ministère de la Justice

- Commentaires relatifs au projet de règlement modifiant le *Règlement sur les centres de la petite enfance*
 - Envoi le 5 février 2003
Ministère de la Famille et de l'Enfance
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Ministère de la Justice

- Mémoire à la Commission de la culture de l'Assemblée nationale – *Rapport quinquennal de la Commission d'accès à l'information : une réforme de l'accès à l'information : le choix de la transparence*
 - Envoi à l'Assemblée nationale en mars 2003

- Surveillance vidéo dans les garderies, diffusion et accessibilité des images
 - Envoi le 2 avril 2003
Ministère de la Famille et de l'Enfance
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Ministère de la Justice

42. Délai moyen de traitement des plaintes pour 2002-2003

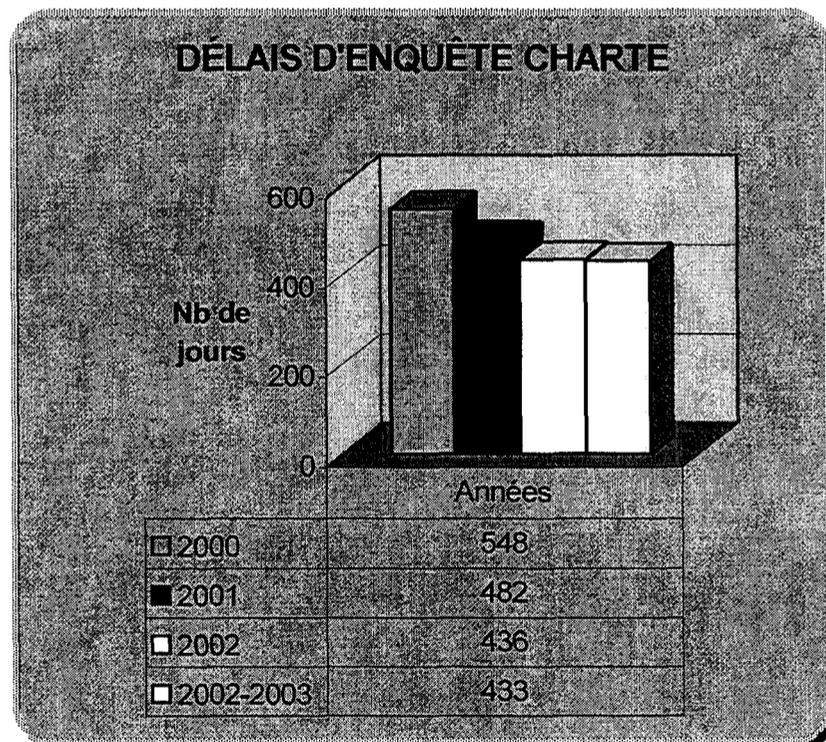
Voir document ci-joint

En mars 2001, la Commission s'engageait, dans sa Déclaration de services aux citoyens, à traiter les dossiers en matière Charte à l'intérieur d'un délai de 15 mois.

Les charges de travail contenaient alors un certain nombre de dossiers dont la plainte remontait déjà à plus de 15 mois. De cette situation, se sont développés deux objectifs : d'une part, traiter à l'intérieur d'un délai maximal de 15 mois les nouveaux dossiers de plainte et d'autre part, terminer le traitement des dossiers dits vieilliss de façon à ce que ceux-ci ne viennent pas alourdir les délais moyens de traitement, non plus que ralentir le traitement des nouveaux dossiers.

Ce double défi a mené la Direction des enquêtes et de la représentation régionale à mettre en place, dès l'an 2000, divers moyens : équipe spéciale, conseiller juridique rattaché aux enquêtes, suivi serré du traitement des dossiers vieilliss, etc.

Ces actions se sont traduites par une diminution significative des délais d'enquête en matière Charte, pour finalement atteindre un délai moyen correspondant au délai annoncé dans la Déclaration de services, à savoir 15 mois (ou 450 jours).



-
- 43. Liste des entreprises privées, commissions scolaires, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2003 et bilan de l'application de la loi sur l'équité en emploi à ce jour.**
-

Voir le document ci-joint

PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE – ENTREPRISES SOUMISES AU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

Entreprises privées qui élaborent et implantent un programme d'accès à l'égalité dans le cadre du programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec

(Voir liste jointe).

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS. MISE EN VIGUEUR LE 1^{ER} AVRIL 2001

Liste des organismes soumis à la Loi :

(Voir liste jointe)

BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 30 MAI 2003

1. DÉVELOPPEMENT DES OUTILS

- Document d'information générale à l'intention des organismes « La loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics – en résumé » avril 2001
- Lettre du Président de la CDPDJ aux Présidents / directeurs généraux des 669 organismes visés par la loi accompagnée du document d'information générale 30 avril 2001
- Mise à jour du site Web – Loi et document général d'information avril 2001
- Adaptation et mise à jour du logiciel de traitement des analyses d'effectifs, de disponibilité et de groupements juin 2001
- Guide (papier + cédérom) pour la préparation du rapport des organismes sur l'analyse des effectifs juin 2001

NOTE : La conception, la recherche, la rédaction et la coordination des documents ci-devant mentionnés ont été faites par la Direction des PAE en collaboration avec la Direction des communications (révision et graphisme).

- Création d'un système d'information de gestion (SIG) pour tous les dossiers – Loi 143 à partir de la liste des organismes fournie par le gouvernement et inscription des informations au système juin 2001

2. DOTATION

Recrutement

- Concours interne : 15/01/01 – 29/01/01
 - Conseillers en PAE (4 postes)
aucune candidature
 - Commis (1 poste)
1 poste comblé 15/01/01 – 29/01/01
 - Conseillers en PAE (10 postes)
aucune candidature 05/04/01 – 18/04/01
 - Commis (2 postes)
1 poste comblé
1 poste non comblé 05/04/01 – 18/04/01

- Concours externe :
 - Conseillers en PAE
Affichage – La Presse – La Gazette
et envois à des organismes des
groupes cibles 17/02/01 – 28/02/01
 - Entrevues de sélection 25/04/01 – 08/05/01
 - Résultats : 16 candidatures retenues
14 postes comblés entrées en fonction 26/06/01

NOTE : La Direction des services administratifs a collaboré avec efficacité à tout le processus de pré-sélection, de sélection et d'embauche de ces nouveaux employés

Formation du personnel

- Programme de formation 26/06/01 – 13/07/01
d'une durée de 3 semaines
 - mandats, activités de chacune
des directions
 - mandats, activités, opérations
et dossiers de la Direction des PAE

NOTE : Ce programme de formation a été poursuivi par le « coaching » des chefs d'équipe et de la coordonnatrice sur les dossiers « OBC » assignés à chaque professionnel août 2001 à ce jour

3. OPÉRATIONS AUPRÈS DES ORGANISMES VISÉS PAR LA LOI 143

Nombre total d'organismes visés : 618

- Sociétés d'état et organismes publics
- Municipalités et organismes municipaux
- Établissements scolaires publics et privés
- Sûreté du Québec pour le personnel policier
- Établissements de santé et services sociaux publics et privés

NOTE : L'article 6 de la loi prévoit que la CDPDJ peut fixer des délais aux organismes pour la transmission du rapport d'analyse des effectifs.

Les sociétés d'état et certains organismes publics, les institutions d'enseignement supérieur, les institutions privées d'enseignement primaire et secondaire et collégial et les municipalités qui ne sont pas visées par une loi ou un décret sur les fusions sont les organismes **de la phase 1** décrite ci-après.

Cependant, les organismes du réseau (public) de l'éducation et les organismes du réseau de la santé et des services sociaux ont pour leur part, et avec notre accord, enclenché des travaux d'analyse des emplois sur une base nationale afin de faciliter la tâche de chacun de leurs établissements.

Les établissements du réseau (public) de l'éducation (organismes décrits à **la phase 2** ci-après) et les établissements du réseau de la santé et des services sociaux (organismes décrits à **la phase 3** ci-après) ont été informés de leur délai, les travaux nationaux ayant été complétés.

Quant aux municipalités et organismes municipaux visés par une loi ou un décret de fusion ils sont décrits à **la phase 4** ci-après.

ORGANISMES DE LA PHASE 1 TOTAL : 109 ORGANISMES

- **Fixation des délais**

Lettre de la Direction des PAE aux responsables de l'application opérationnelle de la loi à laquelle était joint le guide pour la préparation du rapport sur l'analyse des effectifs et l'indication de la date pour la transmission du rapport à la CDPDJ

15 octobre 2001

Note : Le principal critère de fixation des délais fut la taille des organismes et, subséquemment, les opérations de traitement des analyses de disponibilité par la CDPDJ (cf. déclaration de services aux citoyens : délai – 3 mois)

- **Assignment des dossiers**

Chaque conseillère/conseiller s'est vu assigner un certain nombre de dossiers avec mandat d'entrer en contact avec chaque organisme pour offrir nos services d'assistance-conseil et pour s'assurer de la présence de responsables des organismes aux sessions d'information

15 octobre 2001

- **Sessions d'information**

- Conception, développement du contenu logistique et dépliant d'invitation octobre 2001
- Ces sessions ont été offertes au secteur municipal aux collèges et écoles privées et aux sociétés d'état et organismes publics et ont eu lieu à Montréal et à Québec. Cent trente-cinq (135) personnes ont assisté à ces sessions du 27/11/01 au 11/12/01

ORGANISMES DE LA PHASE 2 TOTAL : 118 ORGANISMES
Commissions scolaires et
cégeps publics

- **Fixation des délais** 12 décembre 2001

Lettre de la Direction des PAE aux responsables de l'application opérationnelle de la loi à laquelle était joint le guide pour la préparation du rapport sur l'analyse des effectifs et l'indication de la date pour la transmission du rapport à la CDPDJ

Note : Le principal critère de fixation des délais fut la taille des organismes et, subséquemment, les opérations de traitement des analyses de disponibilité par la CDPDJ (cf. déclaration de services aux citoyens : délai – 3 mois)

- **Sessions d'information**

Les sessions ont été offertes à Montréal et à Québec aux organismes de la phase 2 Du 5 février 2002 au 20 février 2002
Deux cent dix (210) personnes ont assisté à ces sessions

La même session d'information a été donnée aux représentants des centrales syndicales du réseau des commissions scolaires et des cégeps publics. Du 18 mars 2002 au 29 mars 2002
Trente-deux (32) personnes ont assisté à ces sessions

ORGANISMES DE LA PHASE 3 TOTAL : 368 ORGANISMES
Réseau de la santé et des services sociaux

1^{ère} cohorte

**197 établissements dans 14 régions administratives
(sauf Montréal, Laval et Montérégie)**

- **Fixation des délais** 22 mai 2002

Lettre de la Direction des PAE aux responsables de l'application opérationnelle de la loi à laquelle était joint le guide pour la préparation du rapport sur l'analyse des effectifs et l'indication de la date pour la transmission du rapport à la CDPDJ

- **Fixation des délais**

Lettre de la direction des programmes d'accès à l'égalité
aux maires et présidents directeurs généraux pour obtenir
le nom de la personne responsable de l'application de la loi. 23 octobre 2002

Lettre de la direction des Pae aux responsable de l'application
de la loi. 6 décembre 2002

- **Sessions d'information** 20 février 2003 à Québec
25 et 27 février 2003 à Montréal

ÉTAT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Délais fixés par réseau : 617

- Cégeps 48
- Collégial privé 6
- Commissions scolaires 70
- Enseignement supérieur 19
- Institutions d'enseignement privé (prim. et sec.) 33
- Municipalités 28
- Sociétés d'état et organismes publics 22
- Sûreté du Québec 1
- Santé – Établissements et régies régionales 368
- Municipalités et sociétés de transport fusionnées 22
(sauf la Société des transports de l'Outaouais – dossier
en attente d'une opinion juridique)

Dossiers fermés par réseau à ce jour: 62

- Santé – Établissements 9
- Collégial privé 1
- Municipalités 31
- Municipal – Police 4
- Municipal – Transport 1
- Municipal – Communauté urbaine 3
- Santé et services sociaux 13

Prolongations de délai à ce jour par réseau : 71

- Municipalités 16
- Sociétés d'état 4
- Collégial privé 1
- Institutions d'ens. privé (prim. et sec.) 7
- Cégeps 0
- Universités 9
- Commissions scolaires 2
- Santé établissement 30
- Santé et services sociaux 2

**Nombre d'analyses des effectifs reçues
et en traitement au 06/01/2003**

268

Nombre de délais à fixer par réseau :

OPÉRATION TERMINÉE

**Avis de la Commission aux organismes tenus d'élaborer un PAE
(art 9 de la Loi)**

55



*Commission
des droits de la personne
et des droits de la jeunesse*
Québec

**ORGANISMES SOUMIS À LA
LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI
DANS DES ORGANISMES PUBLICS**

Secteurs

Municipalités, éducation, santé et services sociaux, sociétés d'État,
sociétés de transport, Sûreté du Québec

Nombre d'organismes : 617

Mise à jour : 30 mai 2003

MUNICIPALITÉS

Région 1 – Bas-Saint-Laurent – Total : 2

- Ville de Rimouski
- Ville de Rivière-du-Loup

Région 2 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 2

- Ville d'Alma
- Ville de Saguenay

Région 3 – Québec – Total : 1

- Ville de Québec

Région 4 – Mauricie-Bois-Francs – Total : 2

- Ville de Shawinigan
- Ville de Trois-Rivières

Région 5 – Estrie – Total : 2

- Ville de Magog
- Ville de Sherbrooke

Région 6 – Montréal – Total : 1

- Ville de Montréal

Région 7 – Outaouais – Total : 1

- Ville de Gatineau

Région 8 – Abitibi – Total : 3

- Ville d'Amos
- Ville de Rouyn-Noranda
- Ville de Val-d'Or

Région 9 – Côte-Nord – Total : 2

- Ville de Baie-Comeau
- Ville de Sept-Îles

Région 10 – Nord-du-Québec – Total : 0

Région 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – Total : 0

Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total : 3

- Ville de Lévis
- Ville de Saint-Georges
- Ville de Thetford Mines

Région 13 – Laval – Total : 1

- Ville de Laval

Région 14 – Lanaudière – Total : 4

- Ville de Joliette
- Ville de Mascouche
- Ville de Repentigny
- Ville de Terrebonne

Région 15 – Laurentides – Total : 7

- Ville de Blainville
- Ville de Boisbriand
- Ville de Deux-Montagnes
- Ville de Mont-Laurier
- Ville de Saint-Eustache
- Ville de Saint-Jérôme
- Ville de Sainte-Thérèse

Région 16 – Montérégie – Total : 11

- Ville de Beloeil
- Ville de Chambly
- Ville de Châteauguay
- Ville de Granby
- Ville de Longueuil
- Ville de Saint-Hyacinthe
- Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
- Ville de Sainte-Julie
- Ville de Salaberry-de-Valleyfield
- Ville de Sorel
- Ville de Vaudreuil-Dorion

Région 17 – Centre-du-Québec – Total : 2

- Ville de Drummondville
- Ville de Victoriaville

RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

Région 1 – Bas-Saint-Laurent – Total : 14

- Centre de réadaptation en déficience intellectuelle K.R.T.B.
- Centre hospitalier d'Amqui
- Centre hospitalier régional de Rimouski
- Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent
- Centre Mitissien de santé et services communautaires
- Centres hospitalier et d'hébergement de Rivière-du-Loup
- CLSC de Matane
- CLSC Rivières et Marées
- CLSC-CHSLD Rimouski-Neigette
- Les CH et CHSLD de Matane
- Les services d'adaptation Osmose
- Réseau de santé et de services sociaux des Basques
- Réseau de santé du Témiscouata
- Réseau Santé Kamouraska

Région 2 – Saguenay-lac-Saint-Jean – Total : 12

- Carrefour de la santé et des services sociaux de Jonquière
- Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Saguenay-Lac-St-Jean
- Centre le Jeannois
- Centre Maria-Chapdelaine
- CH-CHSLD-CLSC Cléophas-Claveau
- CHSLD de Chicoutimi
- CLSC des Prés-Bleus
- CLSC du Grand Chicoutimi
- CLSC le Norois
- Complexe hospitalier de la Sagamie
- Hotel-Dieu de Roberval
- Les Centres jeunesse du Saguenay/Lac-Saint-Jean

Région 3 – Québec – Total : 22

- Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec
- Centre de santé de la Haute-Saint-Charles
- Centre de santé Orléans
- Centre d'hébergement St-Jean-Eudes Inc.
- Centre hospitalier affilié universitaire de Québec
- Centre hospitalier de Charlevoix
- Centre hospitalier Robert-Giffard
- Centre hospitalier St-Joseph de la Malbaie
- Centre hospitalier universitaire de Québec
- Centre jeunesse de Québec
- CHSLD St-Augustin (VIGI)
- CLSC Basse-Ville-Limoilou-Vanier
- CLSC Charlevoix
- CLSC et CHSLD de Portneuf
- CLSC la Source
- CLSC Sainte-Foy - Sillery - Laurentien

- CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières
- Hôpital Jeffery-Hale
- Hôpital Laval
- Hôpital Ste-Monique Inc.
- Institut de réadaptation en déficience physique de Québec Site Louis-Hébert inc
- Saint Brigid's Home Inc.

Région 4 – Mauricie-Bois-Francs – Total : 12

- Carrefour de santé et des services sociaux de la Saint-Maurice
- Centre de réadaptation Interval
- Centre de service en déficience intellectuelle Mauricie/Centre-du-Québec
- Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie
- Centre hospitalier régional de Trois-Rivières
- CHSLD Le Trifluvien
- CLSC les Forges
- CLSC-CHSLD Vallée de la Batiscan
- CLSC-CHSLD du Centre-de-la-Mauricie
- Les Centres jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec
- Regroupement Cloutier-du-Rivage
- Regroupement de la santé et des services sociaux de la MRC de Maskinongé

Région 5 – Estrie – Total : 14

- Carrefour de la santé et des services sociaux CLSC et CHSLD de la MRC de Coaticook
- Carrefour de la santé et des services sociaux du Val Saint-François
- Carrefour santé du Granit (CH-CHSLD-CLSC)
- Centre d'accueil Dixville Inc.
- Centre de réadaptation Estrie Inc.
- Centre d'hébergement et soins de longue durée Estriade
- Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
- Centre jeunesse de l'Estrie
- Centre Notre-Dame de l'Enfant (Sherbrooke) Inc.
- CLSC de la région Sherbrookoise
- CLSC-CH et d'hébergement Memphrémagog
- CLSC-CHSLD du Haut-Saint-François
- Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke
- Les CLSC, CH et CHSLD de la MRC d'Asbestos

Région 6 – Montréal – Total : 109

- Association Montréalaise pour les aveugles
- Centre d'accueil Denis-Benjamin Viger
- Centre d'accueil Father Dowd
- Centre d'accueil La Salle
- Centre d'accueil Louis Riel
- Centre d'accueil Réal Morel
- Centre d'accueil Saint-Margaret
- Centre d'hébergement Champlain-Marie-Victorin
- Centre d'hébergement Le Royer
- Centre d'hébergement Saint-Georges
- Centre de réadaptation Constance-Lethbridge
- Centre de réadaptation de l'Ouest de Montréal
- Centre de réadaptation Gabrielle Major
- Centre de réadaptation Lisette-Dupras
- Centre de soins prolongés Grace-Dart
- Centre Dollard-Cormier
- Centre hospitalier Angrignon
- Centre hospitalier de l'université de Montréal

- Centre hospitalier de Lachine
- Centre hospitalier de Lasalle
- Centre hospitalier de St. Mary
- Centre hospitalier Fleury
- Centre hospitalier Jacques-Viger
- Centre hospitalier Richardson
- Centre hospitalier Saint-Michel
- Centre le Cardinal Inc.
- Centre Mackay
- Centre Miriam
- Centre universitaire de santé McGill
- Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw
- CHSLD Bayview Inc.
- CHSLD Biermans-Triest
- CHSLD Bourget Inc.
- CHSLD Centre-Ville de Montréal
- CHSLD Champlain - Manoir de Verdun
- CHSLD-CLSC Nord de l'Île
- CHSLD-CLSC Saint-Laurent
- CHSLD Dollard-des-Ormeaux (VIGI)
- CHSLD Émilie-Gamelin, Armand Lavergne
- CHSLD juif de Montréal
- CHSLD Les Havres
- CHSLD Lucille-Teasdale
- CHSLD Mont-Royal (VIGI)
- Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles
- CLSC Ahuntsic
- CLSC Côte-des-Neiges
- CLSC des Faubourgs
- CLSC du Plateau Mont-Royal
- CLSC du Vieux LaChine
- CLSC Hochelaga-Maisonneuve
- CLSC La Petite Patrie
- CLSC Lac Saint-Louis
- CLSC Mercier-Est/Anjou
- CLSC Métro
- CLSC Montréal-Nord
- CLSC NDG / Montréal-Ouest
- CLSC Olivier-Guimond
- CLSC Park Extension
- CLSC Pierrefonds
- CLSC René-Cassin
- CLSC Rivière-des-Prairies
- CLSC Saint-Léonard
- CLSC Saint-Louis-du-Parc
- CLSC Saint-Michel
- CLSC St-Henri
- CLSC Verdun / Côte Saint-Paul
- CLSC Villeray
- CLSC-CHSLD de Rosemont
- CLSC-CHSLD Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est
- Corporation du centre de réadaptation Lucie-Bruneau
- Corporation du centre hospitalier gériatrique Maimonides
- Foyer Rousselot
- Hôpital de réadaptation Lindsay
- Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis

- Hôpital Catherine Booth de l'Armée du Salut
- Hôpital chinois de Montréal
- Hôpital Douglas
- Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal
- Hôpital général du Lakeshore
- Hôpital Jean-Talon
- Hôpital Louis-H. Lafontaine
- Hôpital Maisonneuve-Rosemont
- Hôpital Marie-Clarac des Soeurs Charité de Sainte-Marie (1995) Inc.
- Hôpital Mont-Sinai
- Hôpital Rivière-des-Prairies
- Hôpital Sainte-Justine
- Hôpital Santa Cabrini
- Hôpital Shriners pour enfants (Québec) inc.
- Institut Canadien-Polonais du Bien-être Inc.
- Institut de cardiologie de Montréal
- Institut de réadaptation de Montréal
- Institut Philippe-Pinel de Montréal
- Institut Raymond-Dewar
- Institut universitaire de gériatrie de Montréal
- Les Centres jeunesse de Montréal
- Les CHSLD de mon Quartier
- Les CHSLD du Plateau Mont-Royal
- Les CHSLD Lachine, Nazaire-Piché et Foyer Dorval
- Les Résidences Laurendeau, Légaré, Louvain
- Manoir Cartierville
- Petites soeurs des pauvres (ma maison Saint-Joseph)
- Providence Notre-Dame de Lourdes Inc.
- Résidence Angelica
- Résidence Berthiaume-Du-Tremblay
- Résidence Yvon-Brunet
- Résidences Mance-Decary (CHSLD)
- Services de réadaptation l'Intégrale
- Villa Médica Inc.
- Vigi Reine-Élizabeth

Région 7 – Outaouais – Total : 18

- Centre de réadaptation la Ressource
- Centre d'hébergement Champlain-Gatineau
- Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais
- Centre hospitalier Gatineau Memorial
- CH-CHSLD de Papineau
- CHSLD de Hull
- CLSC de Hull
- CLSC de la Vallée de la Lièvre
- CLSC et CHSLD de Gatineau
- CLSC et CHSLD Grande-Rivière
- CLSC-CH-CHSLD des Forestiers
- CLSC-CHSLD de la Petite-Nation
- CLSC-CHSLD des Collines
- Corporation du centre hospitalier Pierre-Janet
- Le CLSC, le CHSLD et le centre hospitalier du Pontiac
- Les Centres jeunesse de l'Outaouais
- Pavillon du Parc Inc.
- Vigi de l'Outaouais

Région 8 – Abitibi – Total : 12

- Centre de réadaptation la Maison
- Centre de santé Sainte-Famille
- Centre de santé Vallée-de-l'Or
- Centre hospitalier Hotel-Dieu d'Amos
- Centre hospitalier Rouyn-Noranda
- Centre hospitalier Vallée-de-l'Or et de soins psychiatriques régionaux
- CH de soins psychiatriques de l'Abitibi-Témiscamingue
- Clair Foyer inc.
- CLSC le Partage des Eaux
- Le CLSC et le CHSLD les Eskers
- Maison Pie XII
- Réseau santé et services sociaux des Aurores Boréales

Région 9 – Côte-Nord – Total : 8

- Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord
- Centre de santé de la Basse Côte-Nord
- Centre de santé de La Minganie
- Centre de santé des Nord-Côtiers
- Centre hospitalier régional Baie-Comeau
- Centre hospitalier régional de Sept-Iles
- CLSC - Centre de santé des Sept Rivières
- CLSC et centre d'hébergement de Manicouagan

Région 10 – Nord-du-Québec – Total : 4

- Centre de santé Inuulitsivik
- Centre de santé Tulattavik de l'Ungava
- Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James
- Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James

Région 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – Total : 12

- Centre de réadaptation de la Gaspésie
- Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs
- Centre hospitalier de Chandler
- Centre hospitalier de Gaspé
- Centre hospitalier de l'Archipel
- CLSC - CHSLD Baie-des-Chaleurs
- CLSC des Îles
- CLSC et CHSLD Pabok
- CLSC Malauze
- CLSC Mer et Montagnes
- CLSC-CHSLD-CH de la MRC Denis-Riverin
- Le Centre jeunesse Gaspésie / Les Îles

Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total : 21

- Centre d'accueil Saint-Joseph de Lévis Inc.
- Centre de réadaptation en déficience intellectuelle (CRDI) Chaudière-Appalaches
- Centre hospitalier Beauce-Etchemin
- Centre hospitalier de la région de l'Amiante
- CH de l'Assomption (Saint-Georges de Beauce) Inc.
- CHSLD de l'Amiante
- CLSC Beauce-Centre
- CLSC et CHSLD de la MRC de L'islet
- CLSC et CHSLD de la MRC de Lotbinière
- CLSC et CHSLD de la MRC de Montmagny
- CLSC et CHSLD de la MRC des Etchemins

- CLSC et CHSLD de la MRC Desjardins
- CLSC Frontenac
- CLSC la Guadeloupe
- Complexe de santé et CLSC Paul-Gilbert
- Cratca et CHSLD de Beauce
- Hotel-Dieu de Lévis
- Hotel-Dieu de Montmagny
- Les Centres jeunesse Chaudière-Appalaches
- Les CLSC et CHSLD de la MRC de Bellechasse
- Les CLSC et CHSLD de la MRC de la Nouvelle-Beauce

Région 13 – Laval – Total : 14

- Centre de réadaptation Normand-Laramée
- Centre hospitalier ambulatoire de Laval
- Centre jeunesse de Laval
- CHSLD l'Orchidée Blanche
- CHSLD Saint-Jude Inc.
- Cité de la santé de Laval
- CLSC des Mille-Iles
- CLSC et CHSLD du Marigot
- CLSC-CHSLD du Ruisseau-Papineau
- CLSC-CHSLD Sainte-Rose de Laval
- Hôpital juif de réadaptation
- Les centres gériatriques le Bel Age Inc.
- Les CHSLD Laval
- Manoir Saint-Patrice Inc.

Région 14 – Lanaudière – Total : 14

- Carrefour de la santé et services sociaux de Matawinie
- Centre de réadaptation la Myriade
- Centre de réadaptation le Bouclier
- Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur
- Centre hospitalier régional de Lanaudière
- CHSLD de la Côte Boisée
- CHSLD le Château Inc.
- CLSC - CHSLD - Meilleur
- CLSC - CHSLD d'Autray
- CLSC de Joliette
- CLSC Lamater
- CLSC-CHSLD Montcalm
- Les Centres jeunesse de Lanaudière
- Vigi Yves Blais

Région 15 – Laurentides – Total : 18

- Centre du Flores
- Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle
- Centre hospitalier Laurentien
- Centre hospitalier Saint-Eustache
- CHSLD Drapeau Deschambault
- CLSC - CHSLD des Pays-d'en-Haut
- CLSC Arthur-Buies
- CLSC des Hautes-Laurentides
- CLSC Jean-Olivier-Chénier
- CLSC Thérèse-de-Blainville
- CLSC-CHSLD des Trois Vallées
- Hôpital d'Argenteuil

- Hotel-Dieu de Saint-Jérôme
- Les centres jeunesse des Laurentides
- Les CHSLD de la Rive et de Mirabel
- Les CHSLD de la Rivière du Nord
- Pavillon Sainte-Marie Inc.
- Québec Inc. (CHSLD Villa Soleil)

Région 16 – Montérégie – Total : 44

- Centre d'accueil Marcelle-Ferron inc.
- Centre d'hébergement Champlain-Châteauguay
- Centre hospitalier Anna-Laberge
- Centre hospitalier de Granby
- Centre hospitalier du Comté de Huntingdon
- Centre hospitalier Kateri Memorial
- Centre hospitalier Pierre-Boucher
- Centre hospitalier régional du Suroit
- Centre montérégien de réadaptation
- Centre Rouville
- CHSLD de la MRC de Champlain
- CHSLD de Longueuil
- CHSLD du Bas-Richelieu
- CHSLD du Littoral
- CHSLD Montérégie (VIGI)
- CHSLD Trèfle d'Or
- CLSC - CHSLD des Maskoutains
- CLSC Châteauguay
- CLSC des Seigneuries
- CLSC du Havre
- CLSC du Richelieu
- CLSC Katéri
- CLSC La Presqu'île
- CLSC Longueuil-Est
- CLSC Longueuil-Ouest
- CLSC Saint-Hubert
- CLSC Samuel de Champlain
- CLSC Seigneurie de Beauharnois
- CLSC/CHSLD de la Haute-Yamaska
- CLSC/CHSLD de la Vallée du Richelieu
- Hôpital Barrie-Memorial
- Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins
- Hôpital Charles-LeMoine
- Hôpital du Haut-Richelieu
- Hotel-Dieu de Sorel
- Institut Nazareth et Louis Braille
- Le Regroupement des CHSLD des Trois Rives
- Les centres Butters-Savoy et Horizon
- Les centres du Haut Saint-Laurent (CHSLD)
- Les Centres jeunesse de la Montérégie
- Les CLSC et CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts
- Les CLSC et CHSLD de la Pommeraie
- Les services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort
- Réseau santé Richelieu - Yamaska

Région 17 – Centre-du-Québec – Total : 9

- Centre de santé Nicolet-Yamaska
- CHSLD Coeur-du-Québec
- CHSLD Ermitage de la MRC d'Arthabaska
- CLSC Drummond
- CLSC Suzor-Côté
- CLSC-CHSLD de l'Érable
- Hôpital Ste-Croix
- Hotel-Dieu d'Arthabaska
- Le CLSC et le CHSLD les Blés d'Or

RÉGIES RÉGIONALES

Région 1 – Bas-Saint-Laurent – Total : 1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Région 2 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Région 3 – Québec – Total : 1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec

Région 4 – Mauricie-Bois-Francs – Total : 1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Région 5 – Estrie – Total : 1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Région 6 – Montréal – Total : 1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre

Région 7 – Outaouais – Total : 1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total 1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Région 13 – Laval – Total : 1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval

Région 14 – Lanaudière – Total : 1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Région 15 – Laurentides – Total :1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides

Région 16 – Montérégie – Total :1

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

CÉGEPS

Région 1 – Bas Saint-Laurent – Total : 4

- Cégep de La Pocatière
- Cégep de Matane
- Cégep de Rimouski
- Cégep de Rivière-du-Loup

Région 2 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 4

- Collège d'Alma
- Cégep de Chicoutimi
- Cégep de Jonquière
- Cégep de Saint-Félicien

Région 3 – Québec – Total : 3

- Collège de Limoilou
- Cégep de Sainte-Foy
- Collège François-Xavier-Garneau

Région 4 – Mauricie-Bois-Francs – Total : 2

- Cégep de Trois-Rivières
- Collège Shawinigan

Région 5 – Estrie – Total : 2

- Champlain Regional College
- Collège de Sherbrooke

Région 6 – Montréal – Total 12

- Cégep André-Laurendeau
- Cégep de Saint-Laurent
- Cégep du Vieux-Montréal
- Collège Gerald-Godin
- Cégep Marie-Victorin
- Collège Ahuntsic
- Collège de Bois-de-Boulogne
- Collège de Maisonneuve
- Collège de Rosemont
- Dawson College
- John Abbott College
- Vanier College

Région 7 – Outaouais – Total : 2

- Collège de l'Outaouais
- Heritage College

Région 8 – Abitibi – Total : 1

- Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

Région 9 – Côte-Nord – Total : 2

- Cégep de Baie-Comeau
- Cégep de Sept-Îles

Région 10 – Nord-du-Québec – Total : 0

Région 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – Total : 1

- Cégep de la Gaspésie et des Îles

Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total : 3

- Cégep Beauce-Appalaches
- Collège de la région de l'Amiante
- Cégep de Lévis-Lauzon

Région 13 – Laval – Total : 1

- Collège Montmorency

Région 14 – Lanaudière – Total : 1

- Cégep régional de Lanaudière

Région 15 – Laurentides – Total : 2

- Cégep de Saint-Jérôme
- Collège Lionel-Groulx

Région 16 – Montérégie – Total : 6

- Cégep de Granby Haute-Yamaska
- Cégep de Saint-Hyacinthe
- Cégep de Sorel-Tracy
- Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
- Collège de Valleyfield
- Collège Édouard-Montpetit

Région 17 – Centre-du-Québec – Total : 2

- Cégep de Drummondville
- Cégep de Victoriaville

COMMISSIONS SCOLAIRES

Région 1 – Bas-Saint-Laurent – Total : 4

- Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup
- Commission scolaire des Monts-et-Marées
- Commission scolaire des Phares
- Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs

Région 2 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 4

- Commission scolaire de la Jonquière
- Commission scolaire des Rives-du-Saguenay
- Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
- Commission scolaire du Pays-des-Bleuets

Région 3 – Québec – Total : 6

- Commission scolaire Central Québec
- Commission scolaire de Charlevoix
- Commission scolaire de Portneuf
- Commission scolaire de la Capitale
- Commission scolaire des Premières-Seigneuries
- Commission scolaire des Découvreurs

Région 4 – Mauricie-Bois-francs – Total : 2

- Commission scolaire de l'Énergie
- Commission scolaire du Chemin-du-Roy

Région 5 – Estrie – Total : 4

- Commission scolaire Eastern Townships
- Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke
- Commission scolaire des Sommets
- Commission scolaire des Hauts-Cantons

Région 6 – Montréal – Total : 5

- Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
- Commission scolaire de Montréal
- Commission scolaire English-Montréal
- Commission scolaire Lester-B.-Pearson
- Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

Région 7 – Outaouais – Total : 5

- Commission scolaire au Coeur-des-Vallées
- Commission scolaire des Draveurs
- Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
- Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
- Commission scolaire Western Québec

Région 8 – Abitibi – Total : 5

- Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois
- Commission scolaire de Rouyn-Noranda
- Commission scolaire du Lac-Abitibi
- Commission scolaire du Lac-Témiscamingue
- Commission scolaire Harricana

Région 9 – Côte-Nord – Total : 4

- Commission scolaire de l'Estuaire
- Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
- Commission scolaire du Fer
- Commission scolaire du Littoral

Région 10 – Nord-du-Québec – Total : 1

- Commission scolaire de la Baie James

Région 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – Total : 4

- Commission scolaire des Chics-Chocs
- Commission scolaire des Îles
- Commission scolaire Eastern Shores
- Commission scolaire René-Lévesque

Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total : 4

- Commission scolaire de la Côte-du-Sud
- Commission scolaire de la Beauce-Etchemin
- Commission scolaire de l'Amiante
- Commission scolaire des Navigateurs

Région 13 – Laval – Total : 2

- Commission scolaire de Laval
- Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier

Région 14 – Lanaudière – Total : 2

- Commission scolaire des Affluents
- Commission scolaire des Samares

Région 15 – Laurentides – Total : 4

- Commission scolaire de la Rivière-du-Nord
- Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles
- Commission scolaire des Laurentides
- Commission scolaire Pierre-Neveu

Région 16 – Montérégie – Total : 11

- Commission scolaire de Saint-Hyacinthe
- Commission scolaire de Sorel-Tracy
- Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands
- Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
- Commission scolaire des Hautes-Rivières
- Commission scolaire des Patriotes
- Commission scolaire des Trois-Lacs
- Commission scolaire du Val-des-Cerfs
- Commission scolaire Marie-Victorin
- Commission scolaire New Frontiers
- Commission scolaire Riverside

Région 17 – Centre-du-Québec – Total : 3

- Commission scolaire de la Riveraine
- Commission scolaire des Bois-Francis
- Commission scolaire des Chênes

INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL PRIVÉES

Région 3 – Québec – Total : 2

- Collège Mérici
- Campus Notre-Dame-de-Foy

Région 4 – Mauricie-Bois-Francis – Total : 1

- Collège Lafèche

Région 6 – Montréal – Total : 3

- Collège André-Grasset
- Collège Lasalle
- Collège Marianopolis

INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PRIVÉES

Région 3 – Québec – Total : 4

- Collège Jésus-Marie de Sillery
- Collège Saint-Charles-Garnier
- Le Petit Séminaire de Québec
- Séminaire Saint-François

Région 5 – Estrie – Total : 1

- Séminaire de Sherbrooke

Région 6 – Montréal – Total : 18

- Académie Solomon Schechter
- Collège Charlemagne inc.
- Collège Jean-De-Brébeuf
- Collège Marie de France
- Collège Mont-Saint-Louis
- Collège Notre-Dame du Sacré-Cœur
- Collège Regina Assumpta
- Collège Sainte-Marcelline
- Collège Stanislas
- Ecole Maïmonide
- École Marie-Clarac
- École Peter Hall inc.
- École Selwyn House
- École Vanguard Québec Itée
- Les Écoles juives populaires et les Écoles Peretz
- Lower Canada College
- Talmud Torahs Unis de Montréal Inc.
- Villa Maria

Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total : 1

- Collège de Lévis

Région 13 – Laval – Total : 1

- Collège Laval

Région 14 – Lanaudière – Total : 2

- Collège de l'Assomption
- Collège Saint-Sacrement

Région 15 – Laurentides – Total : 2

- Académie Lafontaine
- Académie Sainte-Thérèse

Région 16 – Montérégie – Total : 4

- Collège Bourget
- Collège Charles-Lemoyne
- Collège Durocher Saint-Lambert
- Collège Jean de-la-Mennais

INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Région 1 – Bas-Saint-Laurent – Total : 1

- Université du Québec à Rimouski

Région 2 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 1

- Université du Québec à Chicoutimi

Région 3 – Québec – Total : 5

- École nationale d'administration publique
- Institut national de la recherche scientifique
- Télé-université
- Université du Québec (siège social)
- Université Laval

Région 4 – Mauricie-Bois-Francs – Total : 1

- Université du Québec à Trois-Rivières

Région 5 – Estrie – Total : 2

- Université Bishop's
- Université de Sherbrooke

Région 6 – Montréal – Total : 7

- École de technologie supérieure
- École des Hautes Études Commerciales de Montréal
- École Polytechnique de Montréal
- Université Concordia
- Université de Montréal
- Université du Québec à Montréal
- Université McGill

Région 7 – Outaouais – Total : 1

- Université du Québec en Outaouais

Région 8 – Abitibi – Total : 1

- Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Région 3 – Québec – Total : 7

- Centre de recherche industrielle du Québec
- Institut national de santé publique du Québec
- Musée de la civilisation
- Musée du Québec
- Société des établissements de plein-air du Québec
- Société des traversiers du Québec
- Société immobilière du Québec

Région 6 – Montréal – Total : 14

- Caisse de dépôt et de placement du Québec
- Commission de la construction du Québec
- Commission des valeurs mobilières du Québec
- Corporation d'Urgences-Santé de la région Montréal métropolitain
- Héma-Québec
- Hydro-Québec
- Investissement-Québec
- Société de la Place des arts de Montréal
- Société des alcools du Québec
- Société des loteries du Québec
- Régie des installations olympiques
- Société de télédiffusion du Québec
- Société du Palais des congrès de Montréal
- Société générale de financement du Québec

Région 17 – Centre-du-Québec – Total : 1

- École nationale de police du Québec

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

Région 22 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 1

- Société des transports du Saguenay

Région 3 – Québec – Total : 1

- Société de transport de Québec

Région 5 – Estrie – Total : 1

- Société de transport de Sherbrooke

Région 6 – Montréal – Total : 1

- Société de transport de Montréal

Région 7 – Outaouais – Total : 1

- Société de transport de l'Outaouais

Région 13 – Laval – Total : 1

- Société de transport de Laval

Région 16 – Montérégie – Total : 1

- Réseau de transport de Longueuil

SÛRETÉ DU QUÉBEC

Région 6 – Montréal – Total : 1

- Quartier général - Sûreté du Québec



**ENTREPRISES SOUMISES
AU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL
D'OBLIGATION CONTRACTUELLE**

Mise à jour : février 2003

Légende : (A) Subvention ; (B) Contrat de biens ; (S) Contrat de services
Total des entreprises soumises au programme : 174

Région 01 – Bas Saint-Laurent – Total : 3

- Groupe Cédrico Inc. (Price) (A)
- Premier Horticulture Ltée (Rivière-du-Loup) (B)
- Verreault Navigation Inc. (Les Méchins) (A)

Région 02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean – Total : 4

- Alcan International Limitée - Centre de recherche R&D Arvida (Jonquière) (A)
- Groupe-conseil Saguenay Inc. (S)
- Nutrinor, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay Lac St-Jean (St-Bruno) (B)
- Tracto Inc. (Chicoutimi) (B)

Région 03 - Québec – Total : 26

- ABB Bomen Inc. (Québec) (B)
- AFG Industries Ltée (St-Augustin-de-Desmaures) (A)
- Arthur Andersen Inc. (Ste-Foy) (S)
- Biogénie S.R.D.C. Inc. (Ste-Foy) (A)
- Consultants BPR (Québec) (A)
- Compaq Canada Inc. (Division Équipement Digital du Canada (Ste-Foy) (B)
- Cossette Communication-Marketing (Québec) (S)
- Daishowa Inc. (Québec) (A)
- GE Capital services de gestion technologiques Inc. (Québec) (S)
- Gespro Informatique Inc. (Ste-Foy) (B)
- Groupe Admari Inc. (Québec) (S)
- Groupe-conseil Génivar Inc. (Québec) (A)
- Industries Maibec Inc. (Ste-Foy) (A)
- Ingénierie Électro-Optique Exfo Inc. (Vanier) (A)
- J.B. Deschamps Inc. (Beauport) (S)
- L'Industrielle-Alliance Cie d'Assurance sur la vie (Sillery) (S)
- Les Pétroles Irving Inc. (Sillery) (B)
- Les entreprises Julien Inc. (Québec) (B)
- Les laboratoires Aeterna Inc. (Québec) (A)
- NCR Canada Ltée (Ste-Foy) (B)
- Nexinnovations Inc. (Québec) (S)
- Nurun Inc. (Québec) (A)
- Roche Ltée, Groupe-conseil (Ste-Foy) (S)
- S.S.Q. Vie (Ste-Foy) (S)
- Technisol Inc. (Québec) (S)
- Wesco Distribution Canada Inc. (Québec) (B)

Région 04 - Mauricie-Bois-Francs – Total : 5

- Corus SEC. A. NOM. REYCAN/Soc. Alum. Reynolds (Cap-de-la-Madeleine) (B)
- Duchesne & Fils Ltée (Yamachiche) (B)
- G.A. Boulet Inc. (St-Tite) (B)
- Groupe HBA, experts-conseils (Drummondville) (S)
- Imprimeries Transcontinental Inc. (Drummondville) (B)

Région 05 - Estrie – Total : 1

- Quebecor World Inc. – Quebecor World Magog (Magog) (B)

Région 06 - Montréal – Total : 74

- 3M Canada Inc. (Dorval) (B)
- Advantech techniques de pointe pour faisceaux Hertiens Inc. (Montréal) (A)
- Agences de Collection Financières (Internationale) Inc. (Montréal) (S)
- Agra Monenco Québec Inc. (Montréal) (S)
- Aliments Parmalat Inc. – Div. Parmalat Canada (Montréal) (B)
- Axidata Inc. (St-Laurent) (B)
- Banque Nationale du Canada (Montréal) (S)
- Bower pâtes et papiers Canada Inc. (Avenor) (Montréal) (S)
- Caisse centrale Desjardins (Montréal) (S)
- Canon Canada Inc./Division OE (Montréal) (B)
- Caron Bélanger Ernst & Young (Montréal) (S)
- Cartons St-Laurent Inc. (Montréal) (A)
- Cascades – Groupe papiers fins inc. – Division Cascades Ressources (Montréal) (B)
- CMC Électronique Inc. (Montréal) (A)
- Cognicase Inc. (Montréal) (S)
- Compagnie de téléphone Bell du Canada/Bell Canada (Montréal) (B)
- Compagnie pétrolière Impériale Ltée (Montréal) (B)
- Courrier Purolator Ltée (St-Laurent) (S)
- Datamark Inc.(Division Lancaster Datamark) (LaSalle) (S)
- Discreet Logic Inc. (Montréal) (A)
- Domtar Inc. (Montréal) (B)
- Donohue Inc. (Montréal) (S)
- Doubletex (Montréal) (B)
- Epiciers Unis Métro-Richelieu Inc. Division Econogros (Montréal) (B)
- Equipement Fédéral Québec Ltée (Dorval) (B)
- Ford du Canada Limitée (Pointe-Claire) (B)
- Goodyear Canada Inc. (St-Laurent) (Québec) (Valleyfield) (B)
- Groupe DMR Inc. (Montréal) (S)
- Groupe LGS Inc. (Montréal) (S)
- Groupe Progestic Inc. (Montréal) (A)
- Hewlett-Packard (Canada) Ltée (Kirkland) (B)
- I.B.M. Canada Ltée (Montréal) (B)
- Inspec-Sol Inc. (Montréal) (A)
- Johnson & Johnson Inc. (Montréal) (A)
- KPMG (Montréal) (S)
- Kruger Inc. (Montréal) (A)
- La Fonderie CSF (Montréal) (A)
- Le Groupe C.G.I. (Montréal) (S)
- Le Groupe SNC-Lavalin Inc. (Montréal) (A)
- Les industries Wajax Limitée (Lachine) (B)
- Les services de gestion Quantum Limitée (Montréal) (S)
- Logidec Inc. (Montréal) (B)
- Médiosolution Inc. (Montréal) (S)
- Métaltek C-Mac Inc. (Dollard-des-Ormeaux) (B)
- Motorola Canada Limitée (St-Laurent) (B)
- Optimal Robotics Corporation (Montréal) (A)
- Pageau Morel & Associés Inc. (Montréal) (S)
- Petro-Canada Inc. (Montréal) (B)
- Philips Electronique Ltée (Montréal) (B)
- Pitney Bowes (St-Laurent) (B)
- Price Waterhouse Coopers (Montréal) (S)
- Provigo Distribution Inc. (Montréal) (A)
- Quebecor World Inc. – Quebecor World Montréal (Montréal) (B)
- RBA Inc. Maintenance d'ordinateurs (St-Laurent) (S)
- Samson Bélaïr/Deloitte & Touche (Montréal) (S)

Région 06 – Montréal ... suite

- Sécurité Kolossal Inc. (Montréal) (S)
- Serca service alimentaire Inc./Division Novagro (Anjou) (B)
- Shell Canada Limitée (Montréal) (B)
- Société d'informatique Oracle du Québec Inc. (Montréal) (B)
- Sony du Canada Ltée (St-Laurent) (B)
- Stella-Jones Inc. (Montréal) (B)
- Supremex Inc. Division enveloppe Innova (St-Laurent) (B)
- Systématix (Montréal) (S)
- Essentus inc. (Montréal) (A)
- Technologies Nexxlink Inc. (Montréal) (S)
- Tecult Holding Inc. (Montréal) (S)
- Telav Inc. (Montréal) (B)
- Tye-Sil Corporation Ltée (Montréal) (A)
- Ultramar Canada Inc. (Montréal) (B)
- Unisource Canada Inc. (LaSalle) (B)
- Vidéotron Télécom Ltée (Montréal) (B)
- Westburne Québec - Division Nedco (St-Laurent) (B)
- Wood Wyant Inc. (Lachine) (B)
- Xerox Canada Ltée (Dorval) (B)

Région 08 - Abitibi-Témiscamingue – Total : 6

- Cambior Inc. (Val d'Or) (A)
- Mines Agnico Eagle Limitée (Cadillac et Joutel) (A)
- Mines Aurizon Inc. (Val d'Or) (A)
- Mines McWatters Inc. (Val d'Or) (A)
- Tembec Inc. (Témiscaming) (A)
- Uniboard Canada Inc. (Val d'Or) (A)

Région 10 - Nord-du-Québec – Total : 2

- Ressources Campbell Inc. - Ressources Meston Inc. (Chibougamau) (A)
- Ressources MSV Inc. (Chibougamau) (A)

Région 11 - Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine – Total : 1

- Mines Seleine/Division Société canadienne de Sel (Grosse-Ile) (B)

Région 12 - Chaudière - Appalaches – Total : 14

- Boulangerie Saint-Méthode Inc. (St-Méthode de Frontenac) (B)
- Desjardins Sécurité financière (Lévis) (S)
- Imprimerie Interglobe Inc. (Beauceville) (B)
- Imprimerie Solisco Inc. (Scott-Jonction) (S)
- IPL Inc. (St-Damien) (B)
- La Chemise Perfection (1978) Inc. (Courcelles) (B)
- Lainages Victor Ltée (St-Victor) (B)
- Maintenance Eureka Ltée (Thetford-Mines) (S)
- Meubles Morigeau Ltée (St-François) (A)
- Montel Inc. (Montmagny) (B)
- Plastiques Gagnon Inc. (St-Jean-Port-Joli) (B)
- Quebecor World Inc. – Quebecor World L'Éclairer (Beauceville) (S)
- Quebecor World Inc. – Quebecor World St-Romuald (St-Romuald) (S)
- Rousseau Métal Inc. (St-Jean-Port-Joli) (B)

Région 13 - Laval – Total : 8

- CIMA + Société d'ingénierie (Laval) (S)
- Dessau-Soprin Inc. (Laval) (S)
- Idéal Métal Inc. (Laval) (B)
- Michelin Amérique du Nord (Canada) Inc.(Laval) (B)
- Multi-Markes (Distribution) Inc. (Laval) (B)
- Samuel & Fils & Cie (Québec) Ltée (Laval) (B)
- Sécurité & Investigation Cartier Ltée (Laval) (S)
- Supérieur Propane Inc. (Laval) (B)

Région 14 - Lanaudière – Total : 1

- Bridgestone/Firestone Canada Inc. (Joliette) (B)

Région 15 - Laurentides – Total : 5

- Bell Helicopter Textron/Division de Textron Canada Ltée (Mirabel) (B)
- Dowty Canada Ltée – Div. Doty Aérospatiale Montréal (St-Janvier) (A)
- General Motors du Canada Ltée (Boisbriand) (B)
- PG Systèmes d'information Div. Programmation Gagnon Inc. (Sainte-Adèle) (B)
- Sonepar Distribution Inc./Division Lumen & Roy Marchand (St-Eustache) (B)

Région 16 - Montérégie – Total : 22

- Agropur coopérative agro-alimentaire (Granby) (B)
- Albums DF Ltée (Longueuil) (B)
- Armtec Ltée (B)
- Bois & placages généraux Ltée (Longueuil) (A)
- Bombardier Inc. (St-Bruno) (S)
- Boulangerie Gadoua Ltée (Napierville) (B)
- Boulevard produits de bureau Inc. (Boucherville) (B)
- Cleyn & Tinker Inc. (Huntingdon) (B)
- Entourage Solutions Technologiques Inc. (Longueuil) (A)
- Entreprises 3-Soft Inc. (Brossard) (A)
- Formulaires et systèmes Moore Ltée (Cowansville) (B)
- Formules d'affaires Data Ltée (Granby) (B)
- Goodfellow Inc. (Delson) (B)
- Groupe Lacasse Inc. (St-Pie-de-Bagot) (B)
- Hyundai Auto Canada Inc. (Bromont) (A)
- Imprimerie Interweb Inc. (Boucherville) (B)
- Lafarge Canada Inc. (St-Constant) (A)
- Matériel Industriel Ltée (Rougemont) (B)
- Montupet Ltée (Rivière-Beaudette) (A)
- Natrel Inc. (Longueuil) (B)
- Relizon Canada Inc. (Boucherville) (B)
- Sico Inc. (Longueuil) (B)

Région 17 – Centre du Québec – Total : 2

- Consultants Mesar Inc. (Bécancour) (S)
- Fafard & Frères Ltée (Saint-Bonaventure) (B)

11/02

Protection de la jeunesse

- 44. Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 2002-2003. Nombre de cas et circonstances en vertu desquels la Commission a agi par elle-même.**
-

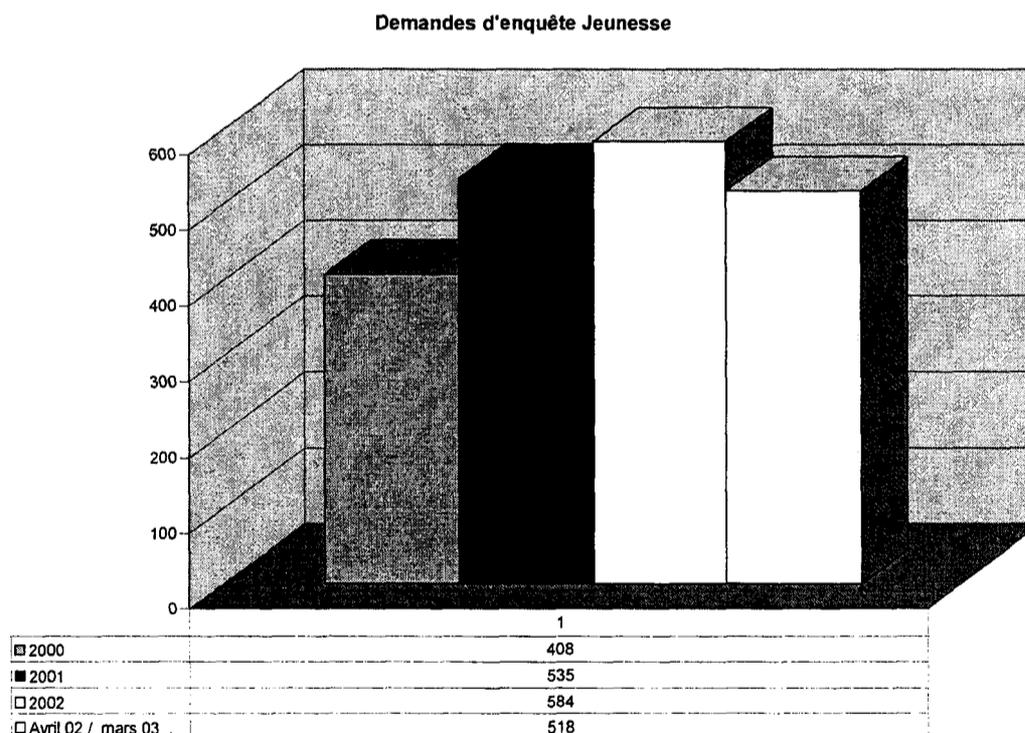
Voir document ci-joint

Au cours de la période s'échelonnant du 1^{er} janvier 2002 au 31 mars 2003, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a reçu 4 185 demandes relativement à son mandat Jeunesse. De celles-ci, 698 étaient retenues à titre de demandes d'enquêtes et ont par conséquent été transmises à un professionnel pour qu'il en effectue la recevabilité.

Le tableau ci-joint donne la répartition de ces demandes selon le motif d'insatisfaction auquel font référence les demandes en question. Pour fins de comparaison, sont aussi indiqués en terme de pourcentage les résultats pour l'année 2001.

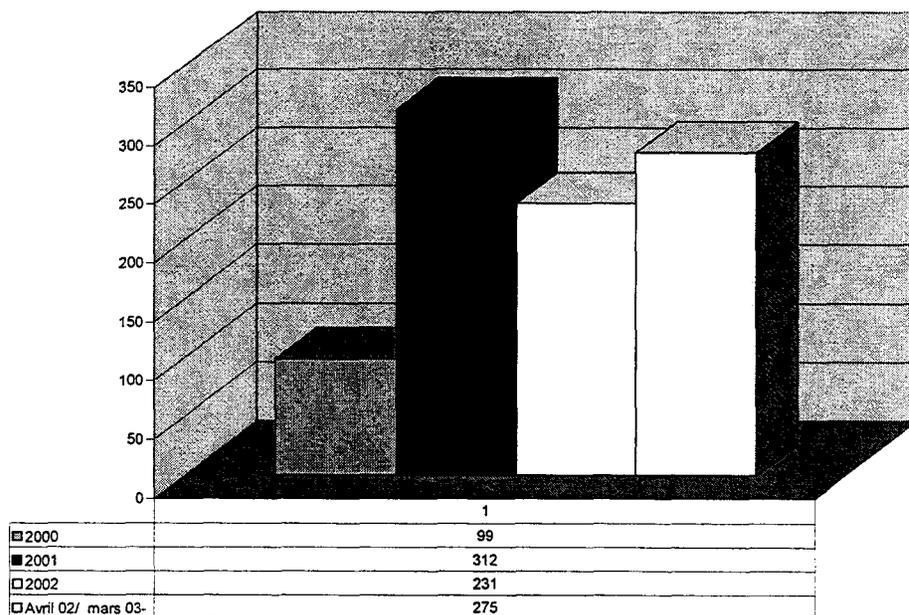
Situations	Janv. 2002 à mars 2003		2001
	Nombre	%	%
Qualité des services de prise en Charge	213	31.3	30.4
Lieu d'hébergement approprié	191	28.0	26.6
Services dans les ressources d'hébergement	100	14.7	15.9
Autres motifs	42	6.1	8.8
Droit de communiquer	40	5.8	8.2
Décision du DPJ	33	4.8	3.6
Délai ou absence de services	33	4.8	3.2
Qualité de l'évaluation	28	4.1	3.0
TOTAL	680¹	100 %	100 %

Les tableaux qui suivent permettent, sur une base annuelle, une comparaison entre les statistiques des dernières années et celles s'échelonnant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003. Ils concernent le nombre de demandes d'enquêtes reçues, du nombre de dossiers d'enquête ouverts et finalement, du nombre de dossiers soumis aux commissaires pour décision.

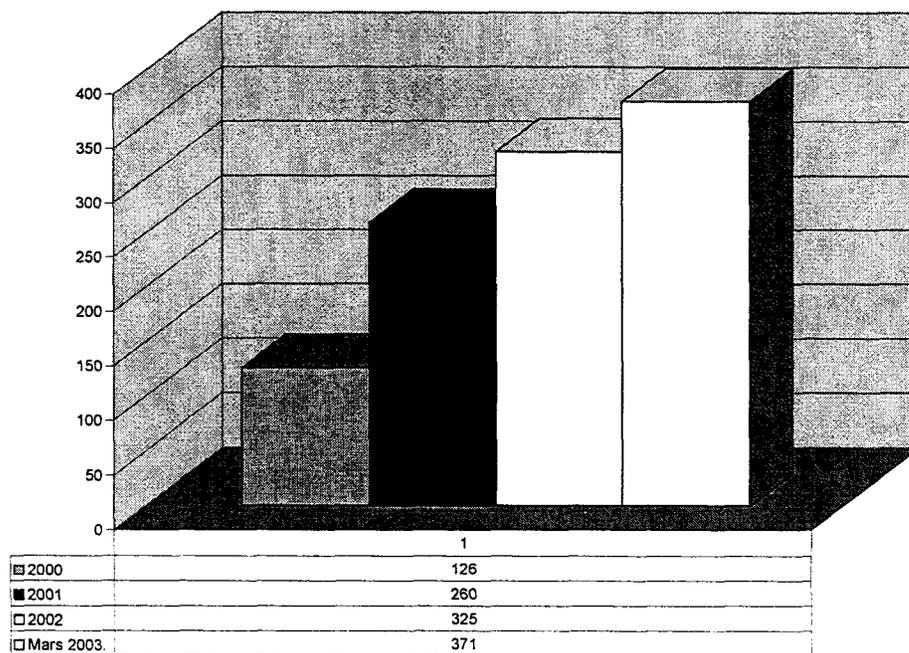


¹ La différence entre ce chiffre et le nombre de demandes reçues, s'explique par le fait que 18 dossiers n'ayant pas été traités par les professionnels pendant la période de référence, la saisie informatique du motif d'insatisfaction n'a pas été complétée.

Dossiers ouverts Jeunesse



Dossiers déposés Jeunesse



45. **Liste des recommandations de la Commission aux ministères mentionnés dans sa loi constitutive, pour l'année 2002-2003.**

- Commentaires et suggestions de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse dans le cadre du deuxième rapport du groupe de travail ministériel sur les professions de la santé et des relations humaines

« Une vision renouvelée du système professionnel en santé et en relations humaines » juin 2002

– Novembre 2002

46. Liste des plaintes qui ont déjà fait l'objet de recommandations par la Commission auprès de ministères en 2002-2003

En 2002, la Commission a adressé, dans deux dossiers, un certain nombre de recommandations au ministre de la Santé et des Services sociaux et, de manière plus générale, au gouvernement. Durant la même période, elle a également porté à l'attention du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux des situations constatées dans 2 autres dossiers.

La liste des dossiers où des recommandations ont été adressées est la suivante :

- 1999-0477 concernant l'enfant S. O.
- 2001-0178 concernant l'enfant F. C.

Dans le dossier de la première enfant, des recommandations ont été formulées à l'égard de l'établissement octroyant des services de protection pour les enfants ainsi que l'établissement régional coordonnant l'ensemble des services de santé et des services sociaux de la région. Parmi celles-ci, la Commission recommandait à ces établissements et au ministre de la Santé et des Services sociaux

- relativement à la formation continue des personnes intervenantes
 - d'établir un programme de formation continue des personnes intervenantes comprenant l'acquisition de connaissances, l'entraînement et le support à la pratique;
 - d'organiser cette formation continue appropriée pour les membres du personnel de l'Ungava Tulattavik Health Center et pour tout nouvel intervenant ainsi que pour ses partenaires intéressés à s'associer à cette formation, dont, à titre indicatif, les membres du personnel du Inuulitsivik Health Center, du Nunavik Regional Board of Health and Social Services et des services hospitaliers;
- relativement à la problématique spécifique du recrutement, de l'embauche et de la rétention en emploi des personnes intervenantes
 - d'examiner cette problématique;
 - d'élaborer des stratégies susceptibles de faciliter le recrutement de personnel compétent et apte à respecter la culture propre aux communautés desservies, et de s'assurer de son embauche et sa rétention;
 - d'encourager l'embauche de personnes issues des communautés desservies ainsi que le support et la formation continue en cours d'emploi.

Dans le dossier de la seconde enfant, la Commission recommandait

- au ministre de la Santé et des Services sociaux et à la Régie régionale des services de Santé et des services sociaux de l'Estrie de se saisir de ce dossier afin d'accélérer la réalisation de ce projet visant à planifier et organiser des services d'hébergement adéquats, efficaces et efficients pour les enfants présentant une problématique de santé mentale et requérant des soins spécifiques à leur état.

Dans deux autres dossiers présentant des problématiques particulières, bien que les recommandations émises ne s'adressaient pas à un ministre, la Commission a porté à l'attention du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux les conclusions d'enquête et les recommandations formulées à l'égard d'un directeur de la protection de la jeunesse et de deux centres jeunesse.

Ces dossiers sont :

- 2000-0305 l'enfant G. P.
- enfants hébergés dans l'unité l'Avant-Garde du Centre de réadaptation Val-du-Lac

Dans le premier dossier portait sur la problématique du suicide d'enfants. La Commission recommandait plusieurs mesures visant à corriger des lacunes constatées au courant de son enquête. Ces recommandations concernaient notamment tant les normes de pratique que le développement de protocole et procédures entre des établissements.

Le second dossier présentait la problématique persistante des conditions de vie et d'hébergement dans une unité de vie d'un centre de réadaptation.

47. Délai moyen de traitement des plaintes pour 2002-2003

Voir document ci-joint

En mars 2001, la Commission s'engageait, dans sa Déclaration de services aux citoyens, à traiter les dossiers en matière Jeunesse à l'intérieur d'un délai de 6 mois. La nature même des dossiers exige un traitement rapide afin d'assurer une certaine contemporanéité avec la survenance des faits au soutien de la demande d'intervention de la Commission.

Tout comme en Charte, les charges de travail contenaient alors un certain nombre de dossiers dont la demande d'enquête remontait déjà à plus de 6 mois. De cette situation, se sont développés les deux mêmes objectifs afin de répondre totalement aux délais avancés dans notre Déclaration de services : d'une part, il s'agissait de traiter les nouveaux dossiers à l'intérieur d'un délai maximal de 6 mois et d'autre part, terminer le traitement des dossiers dits vieilliss.

Les mêmes moyens ont ici été utilisés pour tenter d'atteindre les objectifs en question. Ces moyens appelaient des efforts importants non seulement de la part des professionnels, mais de l'ensemble du personnel de la direction des enquêtes.

Comme en fait foi le tableau qui suit et malgré l'écart qui nous sépare de l'objectif à atteindre, ces efforts se sont traduits par une diminution significative des délais d'enquête en matière Jeunesse.

